

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

11^e Législature

SESSION ORDINAIRE DE 2000-2001

1^{re} séance

COMPTE RENDU INTÉGRAL

Séance du lundi 2 octobre 2000

(1^{er} jour de séance de la session)



SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. RAYMOND FORNI

1. Ouverture de la session ordinaire (p. 6265).
2. Installation des secrétaires d'âge (p. 6265).
3. Démission de deux députées (p. 6265).
4. Cessation de mandat et remplacement d'un député nommé membre du Gouvernement (p. 6265).
5. Nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires de l'Assemblée (p. 6265).
6. Installation du Bureau (p. 6265).
7. Fin de la mission de trois députés (p. 6265).
8. Nomination de députés en mission temporaire (p. 6266).
9. Adoption de résolutions portant sur des textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution (p. 6266).
10. Déclaration de l'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de loi (p. 6266).
11. Saisine pour avis d'une commission (p. 6266).
12. Constitution de commissions mixtes paritaires (p. 6266).
13. Demande de constitution d'une commission spéciale (p. 6266).
14. Dépôt et publication de rapports de deux commissions d'enquête (p. 6267).
15. Communication de M. le président (p. 6267).
16. Retrait d'une proposition de loi (p. 6267).
17. Dépôt de projets de loi organique (p. 6267).
18. Dépôt de projets de loi (p. 6267).
19. Dépôt d'un projet de loi de finances (p. 6268).
20. Dépôt de propositions de loi constitutionnelle (p. 6268).
21. Dépôt d'une proposition de loi organique (p. 6268).
22. Dépôt de propositions de loi (p. 6268).
23. Dépôt de propositions de résolution (p. 6270).
24. Dépôt de rapports (p. 6270).
25. Dépôt de rapports en application de lois (p. 6271).
26. Dépôt de rapports sur des propositions de résolution (p. 6271).
27. Dépôt de rapports d'information (p. 6271).
28. Dépôt d'un avis (p. 6272).
29. Ordre du jour des prochaines séances (p. 6272).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE M. RAYMOND FORNI

M. le président. La séance est ouverte.
(*La séance est ouverte à dix heures.*)

1

OUVERTURE DE LA SESSION ORDINAIRE

M. le président. Conformément au premier alinéa de l'article 28 de la Constitution, je déclare ouverte la session ordinaire de 2000-2001.

2

INSTALLATION DES SECRÉTAIRES D'ÂGE

M. le président. Aux termes de l'article 10 du règlement, à l'ouverture de la session ordinaire, le président est assisté des six plus jeunes membres présents de l'Assemblée, qui remplissent les fonctions de secrétaire.

Ce sont : Mme Cécile Helle, MM. Victor Brial, Jean-Luc Warsmann, Bruno Le Roux, Bernard Cazeneuve, Arnaud Montebourg.

Mes chers collègues, avant que nous ne passions à la nomination des vice-présidents, des questeurs et des secrétaires, puis à l'installation du bureau, je dois vous faire part des changements intervenus au cours de l'été dans la composition de l'Assemblée.

3

DÉMISSION DE DEUX DÉPUTÉES

M. le président. J'ai pris acte, au *Journal officiel* du vendredi 8 septembre 2000, de la démission de Mme Gilbert Marin-Moskovitz, députée de la deuxième circonscription du Territoire de Belfort, et au *Journal officiel* du vendredi 15 septembre 2000, de la démission de Mme Frédérique Bredin, députée de la neuvième circonscription de Seine-Maritime.

4

CESSATION DE MANDAT ET REMPLACEMENT D'UN DÉPUTÉ NOMMÉ MEMBRE DU GOUVERNEMENT

M. le président. J'informe l'Assemblée que j'ai pris acte, au *Journal officiel*, de la cessation, le 29 septembre 2000, à minuit, du mandat de député de M. Christian Paul, nommé membre du Gouvernement

Par une communication de M. le ministre de l'intérieur, faite en application des articles L.O. 176-1 et L.O. 179 du code électoral, j'ai été informé du remplacement de M. Christian Paul par M. François Perrot.

5

NOMINATION DES VICE-PRÉSIDENTS, DES QUESTEURS ET DES SECRÉTAIRES DE L'ASSEMBLÉE

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination des six vice-présidents, des trois questeurs et des douze secrétaires de l'Assemblée nationale.

Pour ces diverses fonctions, les présidents des groupes ont établi une liste de candidats qui a été affichée.

Je n'ai reçu aucune autre candidature.

En conséquence, je proclame, dans l'ordre de leur présentation :

Vice-présidents : Mme Christine Lazerges, MM. Yves Cochet, Patrick Ollier, Claude Gaillard, Mme Nicole Catala, M. Pierre Lequiller ;

Questeurs : MM. Serge Janquin, Daniel Paul, Henri Cuq ;

Secrétaires : M. René André, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. René Dosière, Mme Nicole Feidt, MM. Claude Gagniol, Germain Peiro, Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont, Mme Yvette Roudy, MM. Rudy Salles, Michel Suchod, Alain Tourret, Jean Ueberschlag.

6

INSTALLATION DU BUREAU

M. le président. Je constate que le Bureau de l'Assemblée nationale est constitué.

Sa composition sera notifiée à M. le Président de la République, à M. le Premier ministre, à M. le président du Sénat et publiée au *Journal officiel*.

Avant de lever la première séance de cette semaine, je dois encore procéder à un certain nombre d'annonces.

7

FIN DE LA MISSION DE TROIS DÉPUTÉS

M. le président. Par lettre du 11 septembre 2000, M. le Premier ministre m'a informé que les missions tempo-

Duron, député du Calvados, et Mme Geneviève Perrin-Gaillard, députée des Deux-Sèvres, et d'autre part à Mme Christiane Taubira-Delannon, députée de la Guyane, avaient pris fin respectivement le 6 septembre 2000 et le 13 septembre 2000.

8

NOMINATION DE DÉPUTÉS EN MISSION TEMPORAIRE

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant de sa décision de charger M. Gérard Gouzes, député du Lot-et-Garonne, d'une mission temporaire, dans le cadre des dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral auprès de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, de M. le ministre des affaires étrangères et de Mme la ministre déléguée à la famille et à l'enfance.

Cette décision a fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 18 juillet 2000.

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant de sa décision de charger M. Marcel Cabiddu, député du Pas-de-Calais, d'une mission temporaire, dans le cadre des dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral auprès de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et de M. le secrétaire d'Etat à l'industrie.

Cette décision a fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 7 septembre 2000.

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant de sa décision de charger M. Jean Launay, député du Lot, d'une mission temporaire, dans le cadre des dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral auprès de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Cette décision a fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du 19 septembre 2000.

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant de sa décision de charger M. Jean-Marie Bockel, député du Haut-Rhin, d'une mission temporaire, dans le cadre des dispositions de l'article L.O. 144 du code électoral, auprès de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Cette décision a fait l'objet d'un décret publié au *Journal officiel* du mardi 26 septembre 2000

9

ADOPTION DE RÉOLUTIONS PORTANT SUR DES TEXTES SOUMIS EN APPLICATION DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION

M. le président. J'informe l'Assemblée qu'en application de l'article 151-3, alinéa 2, du règlement :

– la résolution sur la proposition de directive du Conseil établissant un cadre général relatif à l'information et à la

européenne (COM [1998] 612 final/n° E 1182), adoptée par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

– et la résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2001 (n° E 1464) et sur la communication de la commission au Conseil et au Parlement européen concernant la révision des perspectives financières 2001-2006 (n° E 1466), adoptée par la commission des finances, de l'économie générales du Plan,

sont considérées comme définitives.

10

DÉCLARATION DE L'URGENCE D'UN PROJET DE LOI ET D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant que le Gouvernement déclare l'urgence du projet de loi sur l'épargne salariale (n° 2560).

Acte est donné de cette communication.

J'ai reçu de M. le Premier ministre une lettre m'informant que le Gouvernement déclare l'urgence de la proposition de loi sur la contraception d'urgence (n° 2567).

Acte est donné de cette communication.

11

SAISINE POUR AVIS D'UNE COMMISSION

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a décidé de se saisir pour avis du projet de loi sur l'épargne salariale (n° 2560)

12

CONSTITUTION DE COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

M. le président. M. le Premier ministre a décidé de provoquer la réunion de deux commissions mixtes paritaires, sur le projet de loi d'orientation pour l'outre-mer et sur la proposition de loi sur le contrôle des fonds publics accordés aux entreprises.

13

DEMANDE DE CONSTITUTION D'UNE COMMISSION SPÉCIALE

M. le président. J'informe l'Assemblée que M. le président de la commission des finances, de l'économie générale

commission spéciale pour l'examen de la proposition de loi organique de M. Didier Migaud relative aux lois de finances (n° 2540).

Cette demande a été affichée le 11 juillet 2000 et notifiée. Elle sera considérée comme adoptée, en vertu de l'article 31, alinéa 3, du règlement, si la présidence n'a été saisie d'aucune opposition avant la prochaine séance que tiendra l'Assemblée.

14

DÉPÔT ET PUBLICATION DE RAPPORTS DE DEUX COMMISSIONS D'ENQUÊTE

M. le président. J'ai reçu, le 28 juin 2000, de M. Louis Mermaz, président de la commission d'enquête sur la situation dans les prisons françaises, le rapport fait au nom de cette commission par M. Jacques Floch.

Le dépôt de ce rapport a été annoncé à la séance du 28 juin 2000 et publié au *Journal officiel* du 29 juin 2000.

Je n'ai été saisi, dans le délai prévu par l'article 143, alinéa 3, du règlement, d'aucune demande tendant à la constitution de l'Assemblée en comité secret afin de décider, par un vote spécial, de ne pas publier tout ou partie du rapport.

En conséquence, celui-ci, imprimé sous le n° 2521, a été distribué.

J'ai reçu, le 5 juillet 2000, de M. Daniel Paul, président de la commission d'enquête sur la sécurité du transport maritime des produits dangereux ou polluants, le rapport fait au nom de cette commission par M. Jean-Yves Le Drian.

Le dépôt de ce rapport a été publié au *Journal officiel* du jeudi 6 juillet 2000.

Je n'ai été saisi, dans le délai prévu par l'article 143, alinéa 3, du règlement, d'aucune demande tendant à la constitution de l'Assemblée en comité secret afin de décider, par un vote spécial, de ne pas publier tout ou partie du rapport.

En conséquence, celui-ci, imprimé sous le n° 2535, a été distribué.

15

COMMUNICATION DE M. LE PRÉSIDENT

M. le président. Je rappelle que les commissions permanentes se réuniront cet après-midi, à quinze heures, pour l'élection de leur bureau.

La commission chargée de l'application de l'article 26 de la Constitution et la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée se réuniront respectivement à seize heures quarante-cinq et à dix-sept heures pour l'élection de leur bureau.

La conférence des présidents se réunira aujourd'hui, à

16

RETRAIT D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu une lettre par laquelle M. Georges Colombier déclare retirer sa proposition de loi n° 2581 visant à étendre l'application de l'article L. 253 *quinquies* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux réfractaires, déposée le 13 septembre 2000.

Acte est donné de ce retrait.

17

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI ORGANIQUE

M. le président. J'ai reçu, le 19 juillet 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire.

Ce projet de loi organique, n° 2546, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 7 septembre 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel.

Ce projet de loi organique, n° 2564, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

18

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, le 5 juillet 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi portant règlement définitif du budget de 1999.

Ce projet de loi, n° 2534, est renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du plan, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 18 juillet 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise.

Ce projet de loi, n° 2544, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 18 juillet 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi portant réforme des tribunaux de

Ce projet de loi, n° 2545, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi renovant l'action sociale et medico-sociale.

Ce projet de loi, n° 2559, est renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 1^{er} août 2000, de M. le Premier ministre un projet de loi sur l'épargne salariale.

Ce projet de loi, n° 2560, est renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

19

DÉPÔT D'UN PROJET DE LOI DE FINANCES

M. le président. J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de M. le Premier ministre le projet de loi de finances pour 2001.

Ce projet de loi, n° 2585, est renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

20

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI CONSTITUTIONNELLE

M. le président. J'ai reçu, le 6 septembre 2000, de M. François Goulard une proposition de loi constitutionnelle tendant à mettre en accord les faits et le droit concernant la détermination de la taxe intérieure sur les produits pétroliers.

Cette proposition de loi constitutionnelle, n° 2563, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 2 octobre 2000, de MM. Jean-Jacques Guillet et Lionnel Luca une proposition de loi constitutionnelle relative aux modalités d'approbation des projets ou propositions de loi soumis au référendum.

Cette proposition de loi constitutionnelle (n° 2597), est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

21

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE

M. le président. J'ai reçu, le 11 juillet 2000, de M. Didier Migaud une proposition de loi organique rela-

Cette proposition de loi organique, n° 2540, sera renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sous réserve de la constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

22

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Didier Quentin une proposition de loi tendant à appliquer le taux réduit de TVA au chocolat, à la confiserie et à la margarine.

Cette proposition de loi, n° 2549, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Patrice Carvalho et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative aux retenues de salaires pour fait de grève des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics.

Cette proposition de loi, n° 2550, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Georges Lemoine et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à moderniser le statut des sociétés d'économie mixte locales.

Cette proposition de loi, n° 2551, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Bernard Accoyer une proposition de loi visant à garantir l'accès à l'assurance maladie aux travailleurs frontaliers de l'Union européenne résidant en France et travaillant en Suisse.

Cette proposition de loi, n° 2552, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de MM. Bernard Accoyer et Jean-Michel Dubernard une proposition de loi relative à l'inscription comme spécialistes des praticiens ayant obtenu leur diplôme d'Etat de docteur en médecine antérieurement à la loi n° 82-1098 du 23 décembre 1982.

Cette proposition de loi, n° 2553, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Bernard Birsinger et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à créer une journée nationale pour l'instauration d'un moratoire universel sur les exécutions capitales en vue de leur abolition totale dans le monde.

Cette proposition de loi, n° 2554, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. François Goulard une proposition de loi visant à instaurer une indemnisation spéciale des victimes de la marée noire consécutive

Cette proposition de loi, n° 2553, est renvoyée à la commission de la production et des échanges, application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de M. Gilbert Gantier une proposition de loi visant à préciser les conditions d'application de l'article L. 273 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Cette proposition de loi, n° 2556, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de MM. Pierre Méhaignerie et Jean-Jacques Jégou une proposition de loi relative à la baisse des cotisations sociales salariales.

Cette proposition de loi, n° 2557, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 26 juillet 2000, de MM. Georges Colombier, Claude Gatignol et Michel Meylan une proposition de loi visant à étendre l'application de l'article L. 253 *quinquies* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, aux réfractaires.

Cette proposition de loi, n° 2558, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Georges Sarre et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à mieux garantir l'accès à la contraception.

Cette proposition de loi, n° 2565, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jean Le Garrec et plusieurs de ses collègues une proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations.

Cette proposition de loi, n° 2566, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de Mme Danielle Bousquet et plusieurs de ses collègues une proposition de loi sur la contraception d'urgence.

Cette proposition de loi, n° 2567, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jean Roatta une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 10 août 1981 dite « loi Lang » instaurant un prix unique pour la vente de livres aux particuliers.

Cette proposition de loi, n° 2568, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Rudy Salles une proposition de loi visant à obliger les services publics de distribution d'eau à saisir le juge des référés avant de procéder à une coupure d'eau d'un immeuble dont la facture de consommation est restée impayée.

Cette proposition de loi, n° 2569, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jacques Le Nay une proposition de loi visant à étendre l'attribution du macaron « Grand Invalide Civil » à tous les titulaires de la carte d'invalidité et aux titulaires de la carte verte portant mention « station debout pénible ».

Cette proposition de loi, n° 2570, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jacques Le Nay une proposition de loi tendant à la création d'un salaire parental de libre choix.

Cette proposition de loi, n° 2571, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jacques Le Nay une proposition de loi faisant porter la mention « donneur d'organes » sur la carte d'assuré social.

Cette proposition de loi, n° 2572, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Denis Jacquat une proposition de loi visant à favoriser l'intégration et le maintien des enfants et adolescents atteints de handicaps légers en milieu scolaire normal.

Cette proposition de loi, n° 2573, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Bernard Accoyer une proposition de loi tendant à moderniser la loi n° 81-766 du 10 août 1981 sur le prix unique du livre.

Cette proposition de loi, n° 2574, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Bernard Perrut une proposition de loi tendant à la prise en compte du harcèlement moral parmi les causes de rupture du lien conjugal motivant le divorce.

Cette proposition de loi, n° 2575, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83, du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Charles Cova une proposition de loi relative à la reconnaissance du 11 novembre comme journée de la mémoire des victimes civiles et militaires de guerre.

Cette proposition de loi, n° 2576, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Georges Sarre et plusieurs de ses collègues une proposition de loi visant à mieux garantir le droit à l'interruption volontaire de grossesse.

Cette proposition de loi, n° 2577, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Jean-Luc Warsmann une proposition de loi tendant à permettre la scolarisation des enfants au lieu de résidence de l'un de leurs grands-parents.

Cette proposition de loi, n° 2578, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Patrick Delnatte une proposition de loi tendant à moderniser la loi n° 89-475 du 10 juillet 1989 relative à l'accueil par des particuliers, à leur domicile, à titre onéreux, de personnes âgées ou handicapées adultes.

Cette proposition de loi, n° 2579, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales,

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. Renaud Muselier une proposition de loi tendant à rendre facultatif le caractère de l'inscription au registre du commerce et des sociétés pour les entreprises de pêche maritime.

Cette proposition de loi, n° 2580, est renvoyée à la commission de la production et des échanges, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de MM. Georges Colombier, Claude Gatignol et Michel Meylan une proposition de loi visant à étendre l'application de l'article L. 253 *quinquies* du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre aux réfractaires.

Cette proposition de loi, n° 2581, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de Mme Odile Saugues et plusieurs de ses collègues une proposition de loi tendant à obliger les entreprises à négocier la réduction du temps de travail préalablement à la présentation d'un plan social et à renforcer l'information des comités d'entreprise.

Cette proposition de loi, n° 2582, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 13 septembre 2000, de M. André Gerin une proposition de loi relative à la reconnaissance du vote blanc.

Cette proposition de loi, n° 2583, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

23

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

M. le président. J'ai reçu, le 6 juillet 2000, de M. Guy Teissier une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les effectifs de la police nationale.

Cette proposition de résolution, n° 2536, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 19 juillet 2000, de Mme Roselyne Bachelot-Narquin une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le harcèlement moral au travail afin de mettre en place les dispositifs législatifs et réglementaires permettant de mieux protéger les salariés.

Cette proposition de résolution, n° 2547, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 19 juillet 2000, de M. Dominique Paillé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle des modalités et des décisions d'attribution des pensions d'invalidité pour accident du travail et des retraites anticipées pour invalidité.

Cette proposition de résolution, n° 2548, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et

J'ai reçu, le 9 août 2000, de M. Jean-Pierre Brard une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les structures, les finances, les actions internationales, les pratiques tarifaires, les politiques de l'emploi et de préservation de l'environnement des entreprises du secteur pétrolier et parapétrolier en France.

Cette proposition de résolution, n° 2561, est renvoyée à la commission de la production et des échanges en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 6 septembre 2000, de M. André Aschieri et de plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'impact sanitaire réel chez les vétérans de la guerre du Golfe des armes utilisées durant l'opération Daguet et sur les responsabilités de l'Etat en la matière.

Cette proposition de résolution, n° 2562, est renvoyée à la commission de la défense nationale et des forces armées en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de Mme Marie-Hélène Aubert, rapporteure de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, une proposition de résolution sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive n° 90/220/CEE relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement du 23 février 1998 (COM[1998] 0085 final/E 1485) déposée en application de l'article 151-1 du règlement.

Cette proposition de résolution, n° 2584, est renvoyée à la commission de la production et des échanges, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 28 septembre 2000, de M. Philippe Houillon une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions et circonstances dans lesquelles l'administration fiscale aurait éventuellement accordé à M. Lagerfeld une remise de tout ou partie du montant des impositions dont il était redevable ainsi que sur les éventuelles interventions du ministre de l'économie et des finances concerné.

Cette proposition de résolution, n° 2596, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du plan en application de l'article 83 du règlement.

24

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu, le 4 juillet 2000, de M. René Leroux un rapport, n° 2532, fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de résolution, n° 2426, de M. Alain Barrau, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur la sécurité maritime du transport pétrolier (COM [2000] 142 final/n° E 1440).

J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de Mme Hélène Mignon un rapport, n° 2588, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi de Mme Danièle Bousquet relative à la contraception d'urgence (n° 2567).

J'ai reçu, le 27 septembre 2000, de M. Jean-Pierre Baligand un rapport, n° 2594, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur

25

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION DE LOIS

M. le président. J'ai reçu, le 3 juillet 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 794-2 du code de la santé publique, le rapport d'activité de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments pour 1999.

J'ai reçu, le 4 juillet 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière, le rapport du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes pour 1999.

J'ai reçu, le 24 juillet 2000, de M. le premier président de la Cour des comptes, en application de l'article L.O. 132-1 du code des juridictions financières, le rapport de la Cour sur l'exécution des lois de finances pour l'exercice 1999.

J'ai reçu, le 18 août 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article 44 de la loi de finances rectificative pour 1998, n° 98-1267 du 30 décembre 1998, un rapport sur les activités du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

J'ai reçu, le 18 août 2000, de M. le Premier ministre un rapport déposé en application de l'article 89 de la loi de finances pour 2000 n° 99-1172 du 30 décembre 1999.

J'ai reçu, le 23 août 2000, de M. le président de la commission de régulation de l'électricité, en application de l'article 32 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, le rapport d'activité de cette commission.

J'ai reçu, le 23 août 2000, de M. le président de l'autorité de régulation des télécommunications, en application de l'article L. 36-14 du code des postes et télécommunications, le rapport d'activité de cette autorité.

J'ai reçu, le 23 août 2000, de M. le ministre de l'économie et finances, en application de l'article L. 411-2 du code des assurances, le rapport annuel du Conseil national des assurances.

J'ai reçu, le 1^{er} septembre 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 124-2 du code forestier, un rapport sur l'activité de l'Office national des forêts en 1999.

J'ai reçu, le 4 septembre 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article 1003-7 du code rural, un rapport annuel sur l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA).

J'ai reçu, le 27 septembre 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article 120 de la loi de finances pour 1992, le rapport sur les conditions de mise en œuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et des territoires d'outre-mer en 1999.

J'ai reçu, le 2 octobre 2000, de M. le Premier ministre, en application de l'article 73 de la loi n° 99-532 du 25 juin 1999, relative à l'épargne et à la sécurité financière, un rapport sur l'application du mécanisme de

26

DÉPÔT DE RAPPORTS SUR DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

M. le président. J'ai reçu, le 11 juillet 2000, de M. Didier Migaud, rapporteur général, un rapport, n° 2539, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution (n° 2525) de M. Gérard Fuchs, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2001 (n° E 1464) et sur la communication de la commission au Conseil et au Parlement européen concernant la révision des perspectives financières 2001-2006 (n° E 1466).

J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de M. Claude Evin un rapport, n° 2586, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Dominique Paillé tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle des modalités et des décisions d'attribution des pensions d'invalidité pour accident du travail et des retraites anticipées pour invalidité (n° 2548).

J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de M. Claude Evin un rapport, n° 2587, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de résolution de M. Pierre Morange tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux conséquences pour les assurés, les professionnels de santé et les établissements de soins, des retards de paiement des caisses d'assurance maladie (n° 2469).

J'ai reçu, le 2 octobre 2000, de M. Claude Lanfranca un rapport, n° 2598, fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la proposition de résolution (n° 2562) de M. André Aschieri et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur l'impact sanitaire réel chez les vétérans de la guerre du Golfe des armes utilisés durant l'opération Daguet et sur les responsabilités de l'Etat en la matière.

27

DÉPÔT DE RAPPORTS D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu, le 4 juillet 2000, de M. André Lajoinie un rapport d'information, n° 2533, déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission de la production et des échanges sur les transports en France et en Europe.

J'ai reçu, le 6 juillet 2000, de M. Alain Barrau un rapport d'information, n° 2537, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la sécurité maritime du transport pétrolier.

J'ai reçu, le 6 juillet 2000, de Mme Marie-Hélène Aubert un rapport d'information, n° 2538, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, sur la dissémination volontaire des OGM dans l'environnement.

J'ai reçu, le 12 juillet 2000, de M. Didier Migaud, rapporteur général, un rapport d'information, n° 2541,

la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur l'application des dispositions fiscales contenues dans les lois de finances et dans la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998.

J'ai reçu, le 12 juillet 2000, de M. Pierre Forgues un rapport d'information, n° 2542, déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle constituée le 22 décembre 1999, sur le fonctionnement des COTOREP.

J'ai reçu, le 12 juillet 2000, de M. Didier Migaud, rapporteur général, un rapport d'information, n° 2543, déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en conclusion des travaux d'une mission d'évaluation et de contrôle, constituée le 22 décembre 1999, sur le recouvrement de l'impôt.

J'ai reçu, le 21 septembre 2000, de M. Jean-Marie Le Guen un rapport d'information, n° 2590, déposé, en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le bilan et les enseignements de la crise financière en Asie.

J'ai reçu, le 21 septembre 2000, de M. Jean-Michel Boucheron un rapport d'information, n° 2591, déposé, en application de l'article 146 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur les forces françaises de Djibouti.

J'ai reçu, le 21 septembre 2000, de M. Yves Tavernier un rapport d'information, n° 2592, déposé, en application de l'article 146 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur les moyens et les structures de diffusion de la francophonie.

J'ai reçu, le 25 septembre 2000, de Mme Marie-Françoise Clergeau un rapport d'information n° 2593, déposé par la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi, présentée par Mme Danièle Bousquet et plusieurs de ses collègues, sur la contraception d'urgence (n° 2567).

J'ai reçu, le 28 septembre 2000, de M. Alain Barrau un rapport d'information n° 2595, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale, en application de l'article 88-4 de la Constitution, du 28 juin au 19 septembre 2000 (nos E/1479, E/1480, E/1482, E/1484, E/1492 à E/1496, E/1499, E/1504, E/1505, E/1509, E/1510, E/1512 à E/1514, E/1516, E/1517, E/1522, E/1524, E/1530, E/1531, E/1533 à E/1537, E/1541 et E/1544) et sur les textes nos E/1413, E/1473, E/1475 et E/1476.

28

DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu, le 20 septembre 2000, de M. Pascal Terrasse, un avis n° 2589, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi sur l'épargne salariale

29

ORDRE DU JOUR DES PROCHAINES SÉANCES

M. le président. Mardi 3 octobre 2000, à neuf heures, première séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Questions orales sans débat.

A quinze heures, deuxième séance publique :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi, n° 2560, sur l'épargne salariale.

M. Jean-Pierre Balligand, rapporteur, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (avis n° 2594).

M. Pascal Terrasse, rapporteur pour avis, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (avis n° 2589).

A vingt et une heures, troisième séance publique :

Suite de l'ordre du jour de la deuxième séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix heures cinq.)

*Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT*

A N N E X E

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du lundi 2 octobre 2000)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du mardi 3 octobre au vendredi 20 octobre 2000 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 3 octobre 2000 :

Le matin, à *neuf heures* :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt-et-une heures* :

Discussion du projet de loi sur l'épargne salariale (nos 2560, 2594 et 2589).

Mercredi 4 octobre 2000, l'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt-et-une heures* : Suite de la discussion du projet de loi sur l'épargne salariale (nos 2560, 2594 et 2589).

Jeudi 5 octobre 2000 :

Le matin, à *neuf heures* :

Discussion de la proposition de loi de Mme Danielle Bousquet sur la contraception d'urgence (nos 2567, 2588 et 2593).

(Séance mensuelle réservée à un ordre du jour fixé par l'Assemblée, en application de l'article 48, alinéa 3 de la Constitution).

L'après-midi, à *quinze heures*, et le soir, à *vingt-et-une heures* :

Suite de la discussion du projet de loi sur l'épargne salariale (nos 2560, 2594 et 2589).

Mardi 10 octobre 2000 :

Le matin, à *neuf heures* :

L'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt et une heures* :

Discussion du projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° 2564).

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2482).

Mercredi 11 octobre 2000, l'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt et une heures* :

Discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises (n° 2511).

Discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget 1999 (n° 2534).

Discussion, en seconde lecture, du projet de loi portant règlement définitif du budget 1998 (n° 1822).

Suite de la discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2482).

Jeudi 12 octobre 2000 :

Le matin, à *neuf heures* :

Discussion de la proposition de loi de M. Jean Le Garrec relative à la lutte contre les discriminations (n° 2566).

(*Ordre du jour complémentaire.*)

L'après-midi, à *quinze heures*, et le soir, à *vingt et une heures* :

Suite de la discussion, soit sur rapport de la commission mixte paritaire, soit en nouvelle lecture, du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer (n° 2482).

Mardi 17 octobre 2000, l'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt et une heures* :

Discussion générale et discussion des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585).

Mercredi 18 octobre 2000, le matin, à *neuf heures*, l'après-midi, à *quinze heures*, après les questions au Gouvernement, et le soir, à *vingt et une heures*, **jeudi 19 octobre 2000**, l'après-midi, à *quinze heures*, et le soir, à *vingt et une heures*, et **vendredi 20 octobre 2000**, le matin, à *neuf heures*, l'après-midi, à *quinze heures*, et le soir, à *vingt et une heures* :

Suite de la discussion générale et discussion des articles de la première partie du projet de loi de finances pour 2001 (n° 2585).

Calendrier de la discussion en séance publique de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 2001

La conférence des présidents du lundi 2 octobre 2000 a décidé que la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 2001 se déroulera du lundi 30 octobre 2000 au mardi 21 novembre 2000, conformément au calendrier ci-joint :

	Durée de séance prévisionnelle
Lundi 30 octobre 2000 (matin, après-midi et soir) :	
Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat	4 h 10
Légion d'honneur et ordre de la Libération	0 h 20
Justice : <i>nouvelle procédure.</i>	
Aménagement du territoire.....	5 h 25
Mardi 31 octobre 2000 (matin et, éventuellement, après-midi) :	
Culture	3 h 50
Jeudi 2 novembre 2000 :	
Après-midi :	
Tourisme	3 h 40
Soir :	
Recherche et technologie	3 h 25
Vendredi 3 novembre 2000 (matin, après-midi et soir) :	
Anciens combattants	4 h 15

	Durée de séance prévisionnelle
Lundi 6 novembre 2000 (matin, après-midi et soir) :	
Défense.....	7 h 50
Mardi 7 novembre 2000 (matin et soir) :	
Affaires étrangères	7 h 15
Mercredi 8 novembre 2000 (après-midi et soir) :	
Agriculture et pêche ; BAPSA.....	8 h 05
Jeudi 9 novembre 2000 (après-midi et soir) :	
Travail et emploi	6 h 30
Vendredi 10 novembre 2000 (matin et après-midi) :	
Équipement et transport.....	7 h 10
Lundi 13 novembre 2000 (après-midi et soir) :	
Ville : <i>nouvelle procédure.</i>	
Enseignement supérieur : <i>nouvelle procédure.</i>	
Enseignement scolaire	5 h 25
Mardi 14 novembre 2000 :	
Matin :	
Jeunesse et sports : <i>nouvelle procédure.</i>	
Services du Premier ministre : services généraux, SGDN, Conseil économique et social, Plan, Journaux officiels.....	2 h 05
Soir :	
Communication.....	4 h 00
Mercredi 15 novembre 2000	
Matin :	
Outre-mer.....	6 h 55
Après-midi et soir :	
Intérieur : <i>nouvelle procédure.</i>	
Outre-mer (<i>suite</i>).	
Jeudi 16 novembre 2000 :	
Matin :	
Fonction publique et réforme de l'Etat.....	3 h 45
Après-midi et soir :	
Logement : <i>nouvelle procédure.</i>	
Industrie, Poste et télécommunications.....	5 h 30
Vendredi 17 novembre 1999 (matin, après-midi et soir) :	
Economie et finances : charges communes, services financiers, Monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales. Commerce extérieur : <i>nouvelle procédure.</i>	
Solidarité et santé ; économie solidaire	8 h 00
Lundi 20 novembre 2000 (matin, après-midi et soir) :	
Articles non rattachés.	
Mardi 21 novembre 2000 :	
Matin :	
Suite des articles non rattachés.	
Après-midi :	
Éventuellement, explications de vote et vote sur l'ensemble du projet de loi de finances.	
CALENDRIER DE PASSAGE EN COMMISSION ÉLARGIE DES BUDGETS EXAMINÉS SELON LA NOUVELLE PROCÉDURE	
Jeudi 19 octobre 2000 (matin) : justice.	
Jeudi 26 octobre 2000 (matin) : ville.	
Jeudi 2 novembre 2000 (matin) : intérieur.	
Mardi 7 novembre 2000 (après-midi) : enseignement supérieur.	
Mercredi 8 novembre 2000 (matin) : jeunesse et sports.	

Mardi 14 novembre 2000 (après-midi) : économie et finances : charges communes, services financiers, Monnaies et médailles, comptes spéciaux du Trésor, taxes parafiscales ; commerce extérieur.

Ordre du jour prévisionnel

(Application de l'article 48, alinéa 5, du règlement)

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous communiquer, en application de l'article 48, alinéa 5, du règlement de l'Assemblée nationale, le calendrier prévisionnel de l'ordre du jour prioritaire pour les six mois à venir.

Comme il est d'usage et conformément à la décision du Conseil constitutionnel du 15 décembre 1995, j'assortirai ce calendrier des réserves relatives au caractère indicatif de cette programmation, qui ne saurait lier le Gouvernement dans l'exercice des prérogatives mentionnées à l'article 48, alinéa 1^{er}, de la Constitution.

Première quinzaine d'octobre :

- première lecture du projet de loi sur l'épargne salariale ;
- première lecture du projet de loi organique modifiant la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture de la proposition de loi relative à la constitution d'une commission de contrôle nationale et décentralisée des fonds publics accordés aux entreprises ;
- première lecture du projet de loi portant règlement définitif du budget 1999 ;
- seconde lecture du projet de loi portant règlement définitif du budget 1998 ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer.

Deuxième quinzaine d'octobre :

- première lecture du projet de finances pour 2001 ;
- première lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 ;

Première quinzaine de novembre :

- suite de la première lecture du projet de loi de finances pour 2001 (deuxième partie).

Deuxième quinzaine de novembre :

- suite de la première lecture du projet de loi de finances pour 2001 ;
- dernière lecture du projet de loi relatif à la solidarité et au renouvellement urbain ;
- première lecture du projet de loi habilitant le Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 ;
- dernière lecture du projet de loi d'orientation pour l'outre-mer ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'assemblée de la Polynésie française ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture de la proposition de loi sur la contraception d'urgence ;
- première lecture du projet de loi relatif à l'IVG et à la contraception ;
- seconde lecture du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de santé des animaux et de qualité sanitaire des denrées d'origine animale et modifiant le code rural ;
- seconde lecture de la proposition de loi relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi relatif à l'archéologie préventive ;
- seconde lecture du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de transports ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil

société avec l'Etat et portant modification du code de l'aviation civile.

Première quinzaine de décembre :

- dernière lecture du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 ;
- première lecture du projet de loi de finances rectificative pour 2000 ;
- première lecture du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ;
- seconde lecture de la proposition de loi tendant à la création d'une agence française de sécurité sanitaire environnementale ;
- lecture de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi habilitant le Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire ;
- première lecture du projet de loi portant réforme des tribunaux de commerce ;
- première lecture du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise ;
- première lecture du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers d'appel exerçant à titre temporaire ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de finances pour 2001.

Deuxième quinzaine de décembre :

- suite de la première lecture du projet de loi portant réforme des tribunaux de commerce ;
- suite de la première lecture du projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise ;
- suite de la première lecture du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire ;
- dernière lecture de la proposition de loi sur la contraception d'urgence ;
- dernière lecture du projet de loi de finances pour 2001 ;
- dernière lecture du projet de loi relatif à l'archéologie préventive ;
- dernière lecture du projet de loi relatif à l'élargissement du conseil d'administration de la société Air France et aux relations de cette société avec l'Etat et portant modification du code de l'aviation civile ;
- dernière lecture de la proposition de loi organique destinée à améliorer l'équité des élections à l'assemblée de la Polynésie française ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de pli relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction publique ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi de finances rectificative pour 2000 ;
- dernière lecture du projet de loi habilitant le Gouvernement à transposer, par ordonnances, des directives communautaires et à mettre en œuvre certaines dispositions du droit communautaire ;
- dernière lecture du projet de loi de finances rectificative pour 2000.

En janvier :

- première lecture du projet de loi relatif à l'aide personnalisée à l'autonomie ;
- dernière lecture du projet de loi relatif à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la Fonction publique ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi sur l'épargne salariale ;
- première lecture du projet de loi relatif au statut de Mayotte ;

En février :

- dernière lecture du projet de loi sur l'épargne salariale ;
- lecture des conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi relatif aux nouvelles régulations économiques ;
- première lecture de la proposition de loi organique relative aux lois de finances ;
- seconde lecture de la proposition de loi relative à la lutte contre les discriminations ;
- seconde lecture de la proposition de loi modifiant la loi n° 83-583 du 5 juillet 1983 réprimant la pollution par les navires ;
- première lecture du projet de loi relatif aux activités privées de sécurité.

ERRATA

NOUVELLES RÉGULATIONS ÉCONOMIQUES

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 26 avril 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 34,
du 27 avril 2000)*

Page 3366, 1^{re} colonne, amendement n° 584, 3^e alinéa, 7^e ligne :

Au lieu de : « missions d'intérêt relevant »,
Lire : « missions d'intérêt général relevant ».

Page 3387, 2^e colonne, 5^e alinéa, 5^e ligne :

Au lieu de : « solidarité interne »,
Lire : « solidarité financière interne ».

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance du 27 avril 2000
(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 35,
du 28 avril 2000)*

Page 3466, 1^{re} colonne, 8^e alinéa :

Au lieu de : « CHAPITRE IV »,
Lire : « CHAPITRE V ».

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 27 avril 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 35,
du 28 avril 2000)*

Page 3568, 1^{re} colonne, amendement n° 185 :

Au lieu de : parties de l'opération »,
Lire : « parties à l'opération ».

LOI D'ORIENTATION POUR L'OUTRE-MER

*Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance
du 11 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 41,
du 12 mai 2000)*

Page 4028, 2^e colonne, amendement n° 152 :

Au lieu de : « ainsi que la coopération »,
Lire : « ainsi que de la coopération ».

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 11 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 41,
du 12 mai 2000)*

Page 4128, 1^{re} colonne, titre IV :

Au lieu de : « des identités d'outre-mer »,
lire : « des identités outre-mer ».

Page 4176, 2^e colonne, 6^e alinéa (2^o), 3^e ligne :

Au lieu de : « productivité audiovisuelle »,
Lire : « production audiovisuelle ».

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2000

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 19 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 44,
du 19 mai 2000)*

Page 4427, 2^e colonne, article 15, 4 du I, 2^e alinéa, 7^e ligne :

Au lieu de : « moment où s'opèrent la transmission »,
Lire : « moment où s'opérera la transmission ».

RÈGLEMENT DÉFINITIF DU BUDGET DE 1998

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 18 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 44,
du 19 mai 2000)*

Page 4468, 1^{er} tableau, 3^e colonne, 2^e ligne du I :

Au lieu de : « 87 017 969 7978,44 »,

Page 4469, 1^{re} colonne, article 12, 5^e ligne :

Au lieu de : « 638 893 234,71 F »,

Lire : « 638 893 243,71 F ».

ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

(Deuxième lecture)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 23 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 45,
du 24 mai 2000)*

Page 4558, 2^e colonne, article 1^{er} ter A :

Au lieu de : « Amendement de suppression n° 11 »,

Lire : « Amendement de suppression n° 12 ».

Page 4590, 1^{re} colonne, article 4, b du 2^o du II, 3^e alinéa :

Au lieu de : « T/T × S, représentant »,

Lire : « T/3 × S, S représentant ».

VENTE DE MEUBLES AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

(Texte de la CMP)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 23 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 45,
du 24 mai 2000)*

Page 4569, 1^{re} colonne, chapitre II :

Au lieu de : « Libres prestations de services »,

Lire : « Libre prestation de services ».

Page 4569, 2^e colonne, article 36, 3^e alinéa :

Au lieu de : « autres que celles de Paris »,

Lire : « autres que celle de Paris ».

PRÉSUMPTION D'INNOCENCE

(Texte de la CMP)

*Au compte rendu intégral de la séance
du 24 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 46,
du 25 mai 2000)*

Page 4659, 1^{re} colonne, article 28 *quinquies*, 2^e alinéa :

Au lieu de : « ou des murs de la victime »,

Lire : « ou des mœurs de la victime ».

DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

(Troisième lecture)

*Au compte rendu intégral de la séance
du 25 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 47,
du 26 mai 2000)*

Page 4689, article 8, 4^e alinéa :

Au lieu de : « des deux alinéas précédents »,

Lire : « de l'alinéa précédent ».

DROIT COMMUNAUTAIRE DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 30 mai 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 48,
du 31 mai 2000)*

Page 4767, 2^e colonne, 10^e alinéa (III) :

Au lieu de : « la pêche soit avoir »,

Lire : « la pêche doit avoir ».

LOI D'ORIENTATION SUR LA FORÊT

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 7 juin 2000*

*(Journal officiel, Débats de l'Assemblée nationale, n° 51,
du 8 juin 2000)*

Page 4994, 2^e colonne, 2^e alinéa :

Au lieu de : « la région concernée par »,

*Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance
du 8 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 52,
du 9 juin 2000)

Page 5049, 2^e colonne, avant-dernier alinéa (VIII) :

Au lieu de : « par mètre cube de bois »,

Lire : « par mètre carré de bois ».

Page 5091, 1^{re} colonne, article L. 431-3 du code forestier,
1^{er} alinéa, dernière ligne :

Au lieu de : « par mètre cube de dune »,

Lire : « par mètre carré de dune ».

Page 5091, 1^{re} colonne, article L. 432-1 du code forestier,
2^e alinéa :

Au lieu de : « par mètre cube fouillé »,

Lire : « par mètre carré fouillé ».

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 8 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 52,
du 9 juin 2000)

Page 5135, 2^e colonne, 2^e alinéa du II :

Au lieu de : « Dans le premier alinéa »,

Lire : « Dans le dernier alinéa ».

Page 5135, 2^e colonne, 4^e ligne du IV :

Au lieu de : « 15 % figurant »,

Lire : « 15 %, figurant ».

CHASSE

(Nouvelle lecture)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 13 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 53,
du 14 juin 2000)

Page 5298, 1^{re} colonne, amendement n° 56, 1^{er} alinéa :

Au lieu de : « le Nord, le Pas-de-Calais »,

Lire : « le Nord, l'Orne, le Pas-de-Calais ».

Page 5302, 1^{re} colonne, 6^e alinéa :

Au lieu de : « des cantons de départements »,

Lire : « des cantons des départements ».

LIBERTÉ DE COMMUNICATION

(Nouvelle lecture)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 15 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 55,
du 16 juin 2000)

Page 5493, 1^{re} colonne, avant-dernier alinéa :

Au lieu de : « d'un à compter »,

Lire : « d'un an à compter ».

Page 5506, 2^e colonne, dernier alinéa :

Au lieu de : « lui être proposées »,

Lire : « lui être opposées ».

Page 5517, 1^{re} colonne, avant-dernier alinéa :

Au lieu de : « la publication de la décision »,

Lire : « la publication de sa décision ».

Page 5524, 1^{re} colonne, 2^e alinéa du IV :

Au lieu de : « 41-1-1 et 41-1-2 »,

Lire : « 41-1-1 et 41-2-1 ».

Page 5535, 1^{re} colonne, amendement n° 86, 3^e alinéa :

Au lieu de : « 41-2 et 41-1-2 »,

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

(Texte de la CMP)

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 20 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 56,
du 21 juin 2000)

Page 5618, 2^e colonne, 4^e alinéa, dernière ligne :

Au lieu de : « sa mission ou de son mandat »,

Lire : « sa mission ou son mandat ».

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2000

(Nouvelle lecture)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 20 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 56,
du 21 juin 2000)

Page 5660, 1^{er} tableau, deuxième et 3^e colonnes, première
ligne :

Au lieu de : « 15 510 »,

Lire : « 15 110 ».

Page 5662, état B, titre II :

Au lieu de : « 15 000 000 000 »,

Lire : « 15 000 000 ».

DISPOSITIONS PÉNALES RELATIVES
AUX MOUVEMENTS SECTAIRES

*Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance
du 22 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 58,
du 23 juin 2000)

Page 5749, 1^{re} colonne, amendement n° 34, 2^e alinéa :

Au lieu de : « quels qu'en soit »,

Lire : « quelle qu'en soit ».

ACTIVITÉS PHYSIQUES ET SPORTIVES

(Lecture définitive)

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 22 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n° 58,
du 23 juin 2000)

Page 5769, 1^{re} colonne, article 7, 2^e alinéa, 4^e ligne :

Au lieu de : « l'exercice d'une activité »,

Lire : « l'exercice rémunéré d'une activité ».

Page 5771, 2^e colonne, 11^e alinéa, dernière ligne :

Au lieu de : « requérant à ladite décision »,

Lire : « requérant à la date de ladite décision ».

Page 5772, 1^{re} colonne, entre les 5^e et 6^e alinéas, rajouter une
ligne de points.

Page 5772, 1^{re} colonne, entre les 9^e (art. 19 *bis*) et 10^e (art. 21)
alinéas, rajouter une ligne de points.

Page 5773, 2^e colonne, 2^e alinéa (II) :

Au lieu de : « réalisation de programmes »,

Lire : « réalisation des programmes ».

Page 5774, 1^{re} colonne, 2^e alinéa, 7^e ligne :

Au lieu de : « centre de vacances ou de loisirs »,

Lire : « centre de vacances et de loisirs ».

Page 5802, 2^e colonne, article 2, 2^e ligne du I :

Au lieu de : « en application des II et III »,

Lire : « en application des dispositions des II et III ».

Page 5803, 2^e colonne, 8^e alinéa, avant-dernière ligne :

Au lieu de : « second alinéa 485 »,

Page 5803, 2^e colonne, après l'article 9 *bis*, rajouter une ligne de points.

Page 5807, 2^e colonne, au 1^{er} alinéa du *b* du 4^o :

Au lieu de : « chapitre 2 du livre I^{er} du livre V »,

Lire : « chapitre 2 du titre I^{er} du livre V ».

Page 5816, 2^e colonne, 17^e alinéa :

Au lieu de : « Tuamotu-Gambier »,

Lire : « Tuamotu et Gambier ».

SOLIDARITÉ ET RENOUVELLEMENT URBAINS

(Nouvelle lecture)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 27 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 59,
du 28 juin 2000)

Page 5919, 1^{re} colonne, 6^e alinéa, 6^e ligne :

Au lieu de : « espaces et voies public »,

Lire : « espaces et voies publics ».

Page 5940, 1^{re} colonne, III de l'article 11 :

Au lieu de : « L'article 210-1 »,

Lire : « L'article L. 210-1 ».

Page 5944, 2^e colonne, amendement n^o 567 :

Au lieu de : « nombre de lots intérieur »,

Lire : « nombre de lots inférieur ».

*Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance
du 28 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 60,
du 29 juin 2000)

Page 5964, 1^{re} colonne, 2^e alinéa, 4^e ligne :

Au lieu de : « soumis à l'autorisation »,

Lire : « soumis aux autorisations ».

Page 5973, 1^{re} colonne, amendement n^o 614, 2^e alinéa :

Au lieu de : « ou de construction réalisées »,

Lire : « ou de constructions réalisés ».

CHASSE

(Lecture définitive)

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 28 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 60,
du 29 juin 2000)

Page 6023, 2^e colonne, article 3 *quater* :

Au lieu de : « du titre II du même code »,

Lire : « du titre II du livre II du même code ».

Page 6024, 1^{re} colonne, article 5, 8^e alinéa :

Au lieu de : « cotisation nationale versée »,

Lire : « cotisation nationale versé ».

Page 6024, 2^e colonne, article 6, 2^e alinéa :

Au lieu de : « sauvage dans respect »,

Lire : « sauvage dans le respect ».

Page 6024, 2^e colonne, article 6, 8^e alinéa :

Au lieu de : « Art. IV »,

Lire : « IV ».

Page 6025, 1^{re} colonne, 2^e alinéa du V :

Au lieu de : « ayant formé l'opposition »,

Lire : « ayant formé opposition ».

Page 6026, 2^e colonne, article 9, 2^e alinéa :

Au lieu de : « à l'article L. 233-16 »,

Lire : « à l'article 223-16 ».

Page 6037, 1^{re} colonne, dernier alinéa :

Au lieu de : « autorisés qu'à une distance »,

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2000

(Lecture définitive)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 28 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 60,
du 29 juin 2000)

Page 6063, 2^e colonne, article 9, 1^{er} alinéa, 3^e ligne :

Au lieu de : « l'article 1684 B »,

Lire : « l'article 1648 B ».

LIBERTÉ DE COMMUNICATION

(Lecture définitive)

*Au compte rendu intégral de la 3^e séance
du 28 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 60,
du 29 juin 2000)

Page 6074, 2^e colonne, article 1^{er} A, 4^e alinéa :

Au lieu de : « Art. 1^{er} A »,

Lire : « Art. 43-6-1 ».

Page 6075, 1^{re} colonne, article 1^{er}, 3^e alinéa :

Au lieu de : « dans une diversité régionale »,

Lire : « dans sa diversité régionale » ;

et **au lieu de :** « ainsi qu'à l'éducation, à l'audiovisuel »,

Lire : « ainsi qu'à l'éducation à l'audiovisuel ».

Page 6078, 2^e colonne, 3^e alinéa :

Au lieu de : « qui diffusent les événements »,

Lire : « qui diffusent des événements ».

Page 6083, 1^{re} colonne, dernier alinéa :

Au lieu de : « VI. – Le 1^o et le 2^o »,

Lire : « V. – Le 1^o et le 2^o ».

Page 6085, 1^{re} colonne, dernier alinéa, 3^e ligne :

Au lieu de : « destinés aux informations »,

Lire : « destiné aux informations ».

Page 6085, 2^e colonne, dernier alinéa, 7^e ligne, supprimer les mots : « ni par l'un de ses actionnaires détenant au moins 5 % de son capital, ».

Page 6092, 2^e colonne, avant-dernier alinéa :

Au lieu de : « un amendement, n^o 99 »,

Lire : « un amendement, n^o 9 ».

SOLIDARITÉ ET RENOUVELLEMENT URBAINS

(Nouvelle lecture)

*Au compte rendu intégral de la 1^{re} séance
du 29 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 61,
du 30 juin 2000)

Page 6127, 2^e colonne, 16^e ligne :

Au lieu de : « des logements locatifs »,

Lire : « de logements locatifs ».

*Au compte rendu intégral de la 2^e séance
du 29 juin 2000*

(*Journal officiel*, Débats de l'Assemblée nationale, n^o 61,
du 30 juin 2000)

Page 6161, 1^{re} colonne, amendement n^o 281 rectifié, 2^e alinéa :

Au lieu de : « gains et rémunérations versées »,

Lire : « gains et rémunérations versés ».

Page 6178, 1^{re} colonne, 11^e alinéa, 4^e ligne :

Au lieu de : « dans un délai d'un mois »,

Lire : « dans le délai d'un mois ».

Page 6184, 1^{re} colonne, amendement n^o 324 :

Au lieu de : « meilleur fonctionnement. La »,

Page 6204, 1^{re} colonne, amendement n° 476, 8^e ligne :

Au lieu de : « groupe d'immeuble habité »,

Lire : « groupe d'immeubles habité ».

Page 6214, 2^e colonne, XVII, 2^e ligne :

Au lieu de : « d'occupation et »,

Lire : « d'occupation des sols et ».

BUREAUX DES COMMISSIONS

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES, FAMILIALES ET SOCIALES

Président : M. Jean Le Garrec.

Vice-présidents : MM. Edouard Landrain, Jean-Michel Dubernard, Jean-Paul Durieux, Maxime Gremetz.

Secrétaires : Mme Odette Grzegorzulka, MM. Denis Jacquat, André Aschieri, Patrice Martin-Lalande.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Président : M. François Loncle.

Vice-présidents : MM. Georges Hage, Jean-Bernard Raimond, Gérard Charasse.

Secrétaires : M. Roland Blum, Mme Monique Collange, M. René Mangin.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMÉES

Président : M. Paul Quilès.

Vice-présidents : MM. Didier Boulaud, Michel Voisin, Jean-Claude Sandrier.

Secrétaires : MM. Robert Gaïa, Pierre Lellouche, Mme Martine Lignières-Cassou.

COMMISSION DES FINANCES, DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

Président : M. Henri Emmanuelli.

Rapporteur général : M. Didier Migaud.

Vice-présidents : MM. Jean-Pierre Brard, Michel Bouvard, Yves Tavernier.

Secrétaires : MM. Pierre Bourguignon, Jean-Jacques Jégou, Michel Suchod.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

Président : M. Bernard Roman.

Vice-présidents : MM. Pierre Albertini, Gérard Gouzes, Mme Nicole Feidt.

Secrétaires : MM. Richard Cazenave, André Gerin, Arnaud Montebourg.

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

Président : M. André Lajoinie.

Vice-présidents : MM. Jean-Paul Charié, Jean-Pierre Defontaine, Pierre Ducout, Jean Proriol.

Secrétaires : MM. Pierre Micaux, Christian Jacob, Daniel Paul, Patrick Rimbart.

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER ET D'APURER LES COMPTES

Président : M. Didier Mathus.

Vice-présidents : MM. Jean-Pierre Foucher, Jean Rigal.

Secrétaires : Mme Monique Denise, M. Henri de Gastines.

COMMISSION CHARGÉE DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 26 DE LA CONSTITUTION

Président : M. Jean-Jacques Filleul.

Vice-présidents : MM. Jacques Limouzy, Jean Michel.

DÉMISSION DE DÉPUTÉES

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu une lettre par laquelle Mme Gilberte Marin-Moskovitz, députée de la 2^e circonscription du territoire de Belfort, se démet de son mandat de députée.

Acte a été pris de cette démission au *Journal officiel* (Lois et décrets) du vendredi 8 septembre 2000.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu une lettre par laquelle Mme Frédérique Bredin, députée de la 9^e circonscription de Seine-Maritime, se démet de son mandat de députée.

Acte a été pris de cette démission au *Journal officiel* (Lois et décrets) du vendredi 15 septembre 2000.

CESSATION DE MANDAT ET REMPLACEMENT D'UN DÉPUTÉ MEMBRE DU GOUVERNEMENT

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 58-1099 du 17 novembre 1958 portant loi organique pour l'application de l'article 23 de la Constitution, notamment son article 1^{er}, et l'article L.O. 153 du code électoral ;

Vu le décret du 29 août 2000 publié au *Journal officiel* du 30 août 2000 relatif à la composition du Gouvernement,

M. le président de l'Assemblée nationale a pris acte de la cessation, le 29 septembre 2000, à minuit, du mandat de député de M. Christian Paul, nommé secrétaire d'Etat à l'outre-mer.

Par une communication en date du 27 septembre 2000 de M. le ministre de l'intérieur, faite en application des articles L.O. 176-1 et L.O. 179 du code électoral, M. le président a été informé que M. Christian Paul, député de la Nièvre, est remplacé jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par M. François Perrot.

MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DES GROUPES

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 8 juillet 2000)

GRUPE DE L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE-ALLIANCE (65 membres au lieu de 64)

Ajouter le nom de M. Francis Hillmeyer.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE (7 membres au lieu de 8)

Supprimer le nom de M. Francis Hillmeyer.

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 8 septembre 2000)

GRUPE RADICAL, CITOYEN ET VERT (29 membres au lieu de 30)

Supprimer le nom de Mme Gilberte Marin-Moskovitz.

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 12 septembre 2000)

GRUPE SOCIALISTE (245 membres au lieu de 244)

Ajouter le nom de M. Marcel Cabiddu.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE (6 membres au lieu de 7)

Supprimer le nom de M. Marcel Cabiddu.

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 15 septembre 2000)

GRUPE SOCIALISTE (244 membres au lieu de 245)

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 27 septembre 2000)

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement

(7 membres au lieu de 6)

Ajouter le nom de M. Lionnel Luca.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

(5 membres au lieu de 6)

Supprimer le nom de M. Lionnel Luca.

GROUPES POLITIQUES

Listes des membres des groupes

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 29 septembre 2000)

GROUPE SOCIALISTE

(244 membres)

MM. Maurice Adevah-Poeuf, Stéphane Alaize, Damien Alary, Mme Sylvie Andrieux-Bacquet, MM. Jean-Marie Aubron, Jean-Marc Ayrault, Jean-Paul Bacquet, Dominique Baert, Jean-Pierre Baeumler, Jean-Pierre Balduyck, Jean-Pierre Balligand, Gérard Bapt, Alain Barrau, Jacques Bascou, Christian Bataille, Jean-Claude Bateux, Jean-Claude Beauchaud, Mme Yvette Benayoun-Nakache, MM. Henri Bertholet, Eric Besson, Jean-Louis Bianco, André Billardon, Jean-Pierre Blazy, Serge Blisko, Patrick Bloche, Jean-Marie Bockel, Jean-Claude Bois, Daniel Boisserie, Maxime Bono, Augustin Bonrepaux, André Borel, Jean-Michel Boucheron, Jean-Claude Boulard, Didier Boulaud, Pierre Bourguignon, Christian Bourquin, Mme Danielle Bousquet, MM. Jean-Pierre Braine, Pierre Brana, Jean-Paul Bret, Mme Nicole Bricq, MM. François Brottes, Vincent Burroni, Marcel Cabiddu, Alain Cacheux, Jérôme Cahuzac, Jean-Christophe Cambadellis, André Capet, Thierry Carcenac, Christophe Caresche, Mme Odette Casanova, MM. Laurent Cathala, Jean-Yves Caullet, Bernard Cazeneuve, Jean-Paul Chanteguet, Michel Charzat, Guy-Michel Chauveau, Jean-Claude Chazal, Daniel Chevallier, Didier Chouat, Alain Claeys, Mme Marie-Françoise Clergeau, MM. Jean Codognès, Pierre Cohen, François Colcombet, Mme Monique Collange, MM. François Cuillandre, Jacky Darne, Michel Dasseux, Yves Dauge, Mme Martine David, MM. Bernard Davoine, Philippe Decaudin, Marcel Dehoux, Jean Delobel, François Deluga, Jean-Jacques Denis, Mme Monique Denise, MM. Bernard Derosier, Claude Desbons, Michel Destot, Paul Dhaille, Marc Dolez, François Dosé, René Dosière, Mme Brigitte Douay, MM. Julien Dray, Tony Dreyfus, Pierre Ducout, Jean-Pierre Dufau, Jean-Louis Dumont, Mme Laurence Dumont, MM. Dominique Dupilet, Jean-Paul Dupré, Yves Durand, Jean-Paul Durieux, Philippe Duron, Henri Emmanuelli, Jean Espilondo, Michel Etievant, Claude Evin, Alain Fabre-Pujol, Albert Facon, Mme Nicole Feidt, MM. Jean-Jacques Filleul, Jacques Fleury, Jacques Floch, Pierre Forgues, Raymond Forni, Jean-Louis Fousseret, Michel Françaix, Georges Frêche, Michel Fromet, Gérard Fuchs, Robert Gaïa, Yann Galut, Roland Garrigues, Jean-Yves Gateaud, Jean Gaubert, Mme Catherine Génisson, MM. André Godin, Gaëtan Gorce, Alain Gouriou, Gérard Gouzes, Bernard Grasset, Michel Grégoire, Mmes Odette Grzegorzulka, Paulette Guinchard-Kunstler, MM. Jacques Guyard, Francis Hammel, Mme Cécile Helle, MM. Edmond Hervé, Jacques Heuclin, François Hollande, Jean-Louis Idiart, Mme Françoise Imbert, MM. Claude Jacquot, Serge Janquin, Jacky Jaulneau, Armand Jung, Jean-Noël Kerdraon, Bertrand Kern, Jean-Pierre Kucheida, André Labarrère, Mme Conchita Lacuey, MM. Jérôme Lambert, François Lamy, Claude Lanfranca, Jean Launay, Mmes Jacqueline Lazard, Christine Lazerges, MM. Gilbert Le Bris, André Lebrun, Jean-Yves Le Déaut, Mme Claudine Ledoux, MM. Jean-Yves Le Drian, Michel Lefait, Jean Le Garrec, Jean-Marie Le Guen, Patrick Lemasle, Georges Lemoine, Bruno Le Roux, René Leroux, Jean-Claude Leroy, Mme Raymonde Le Texier, MM. Alain Le Vern, Michel Liebgott, Mme Martine Lignières-Cassou, MM. Gérard Lindeperg, François Loncle, Bernard Madrelle, René Mangin, Jean-Pierre Marché, Daniel Marcovitch, Didier Marie, Jean-Paul

Mathus, Gilbert Maurer, Guy Menut, Louis Mermaz, Roland Metzinger, Louis Mexandeau, Jean Michel, Didier Migaud, Mme Hélène Mignon, MM. Gilbert Mitterrand, Yvon Montané, Gabriel Montcharmont, Arnaud Montebourg, Philippe Nauche, Bernard Nayral, Henri Nayrou, Mme Véronique Neiertz, MM. Alain Néri, Michel Pajon, Joseph Parrenin, François Patriat, Christian Paul, Vincent Peillon, Germinal Peiro, Jean-Claude Perez, Jean-Pierre Pernot, Mmes Marie-Françoise Pérol-Dumont, Geneviève Perrin-Gaillard, Annette Peulvast-Bergeal, Catherine Picard, MM. Paul Quilès, Alfred Recours, Gérard Revol, Mme Marie-Line Reynaud, MM. Patrick Rimbart, Alain Rodet, Marcel Rogemont, Bernard Roman, Yves Rome, Gilbert Roseau, Joseph Rossignol, Mme Yvette Roudy, MM. Jean Rouger, René Rouquet, Michel Sainte-Marie, Mme Odile Saugues, MM. Bernard Seux, Patrick Sève, Henri Sicre, Michel Tamaya, Yves Tavernier, Pascal Terrasse, Gérard Terrier, Mmes Marisol Touraine, Odette Trupin, MM. Joseph Tyrode, Daniel Vachez, André Vallini, André Vauchez, Michel Vauzelle, Michel Vergnier, Alain Veyret, Alain Vidalies, Jean-Claude Viollet, Philippe Vuilque, Kofi Yamgnane.

APPARENTÉS AUX TERMES DE L'ARTICLE 19 DU RÈGLEMENT

(10 membres)

MM. Yvon Abiven, Léo Andy, Alain Calmat, Jean-Claude Daniel, Camille Darsières, Christian Franqueville, Guy Malandain, Daniel Marsin, Mmes Michèle Rivasi, Christiane Taubira-Delannon.

GROUPE DU RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE

(131 membres)

MM. Jean-Claude Abrioux, Bernard Accoyer, Mme Michèle Alliot-Marie, MM. René André, André Angot, Philippe Auberger, Jean Auclair, Gautier Audinot, Mmes Martine Aurillac, Roselyne Bachelot-Narquin, MM. Edouard Balladur, Jean Bardet, François Baroin, Jacques Baumel, Christian Bergelin, André Berthol, Léon Bertrand, Jean-Yves Besselat, Jean Besson, Franck Borotra, Bruno Bourg-Broc, Michel Bouvard, Victor Brial, Philippe Briand, Michel Buillard, Christian Cabal, Gilles Carrez, Mme Nicole Catala, MM. Jean-Charles Cavallé, Richard Cazenave, Henry Chabert, Jean-Paul Charié, Jean Charroppin, Philippe Chaulet, Jean-Marc Chavanne, Olivier de Chazeaux, François Cornut-Gentille, Alain Cousin, Jean-Michel Couve, Charles Cova, Henri Cuq, Jean-Louis Debré, Lucien Degauchy, Arthur Dehaine, Jean-Pierre Delalande, Patrick Delnatte, Jean-Marie Demange, Yves Deniaud, Patrick Devedjian, Eric Doligé, Guy Drut, Jean-Michel Dubernard, Jean-Pierre Dupont, Nicolas Dupont-Aignan, Christian Estrosi, Jean-Claude Etienne, Jean Falala, Jean-Michel Ferrand, François Fillon, Roland Francisci, Pierre Frogier, Yves Fromion, Robert Galley, René Galy-Dejean, Henri de Gastines, Jean de Gaulle, Hervé Gaymard, Jean-Marie Geveaux, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Jacques Godfrain, Louis Guédon, Jean-Claude Guibal, Lucien Guichon, Gérard Hamel, Michel Hunault, Michel Inchauspé, Christian Jacob, Didier Julia, Alain Juppé, Jacques Lafleur, Robert Lamy, Pierre Lasbordes, Thierry Lazaro, Pierre Lellouche, Jean-Claude Lemoine, Arnaud Lepercq, Jacques Limouzy, Thierry Mariani, Alain Marleix, Jean Marsaudon, Philippe Martin, Patrice Martin-Lalande, Jacques Masdeu-Arus, Mme Jacqueline Mathieu-Obadia, MM. Gilbert Meyer, Jean-Claude Mignon, Charles Miossec, Pierre Morange, Renaud Muselier, Jacques Myard, Jean-Marc Nudant, Patrick Ollier, Mme Françoise de Panafieu, MM. Robert Pandraud, Jacques Pélassard, Dominique Perben, Pierre Petit, Etienne Pinte, Serge Poignant, Bernard Pons, Robert Poujade, Didier Quentin, Jean-Bernard Raimond, Jean-Luc Reitzer, Nicolas Sarkozy, André Schneider, Bernard Schreiner, Philippe Séguin, Fitzer Taittinger, Michel Terrot, Jean-Claude Thomas, Jean Tiberti, Georges Tron, Jean Ueberschlag, Léon Vachet, Jean Valleix, François Vannson, Roland Vuillaume, Jean-Luc Warsmann,

APPARENTÉS AUX TERMES DE L'ARTICLE 19 DU RÈGLEMENT
(7 membres)

MM. Pierre Aubry, Xavier Deniau, François Guillaume, Jacques Kossowski, Lionnel Luca, Franck Marlin, Anicet Turinay.

GROUPE DE L'UNION POUR LA DÉMOCRATIE
FRANÇAISE-ALLIANCE
(65 membres)

MM. Jean-Pierre Abelin, Pierre Albertini, Pierre-Christophe Baguet, Jacques Barrot, Dominique Baudis, Jean-Louis Bernard, Claude Birraux, Emile Blessig, Mme Marie-Thérèse Boisseau, MM. Bernard Bosson, Loïc Bouvard, Jean Briane, Yves Bur, Hervé de Charette, Jean-François Chossy, René Couanau, Charles de Courson, Yves Coussain, Marc-Philippe Daubresse, Jean-Claude Decagny, Léonce Deprez, Renaud Donnedieu de Vabres, Philippe Douste-Blazy, Renaud Dutreil, Jean-Pierre Foucher, Claude Gaillard, Germain Gengenwin, Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Grignon, Hubert Grimault, Pierre Hériau, Patrick Herr, Francis Hillmeyer, Mmes Anne-Marie Idrac, Bernadette Isaac-Sibille, MM. Henry Jean-Baptiste, Jean-Jacques Jégou, Christian Kert, Edouard Landrain, Jacques Le Nay, Jean-Antoine Leonetti, François Léotard, Maurice Leroy, Roger Lestas, Maurice Ligot, François Loos, Christian Martin, Pierre Méhaignerie, Pierre Menjucq, Pierre Micaux, Mme Louise Moreau, MM. Hervé Morin, Jean-Marie Morisset, Arthur Paecht, Dominique Paillé, Henri Plagnol, Jean-Luc Préel, Marc Reymann, Gilles de Robien, François Rochebloine, Rudy Salles, André Santini, François Sauvadet, Michel Voisin, Pierre-André Wiltzer.

APPARENTÉS AUX TERMES DE L'ARTICLE 19 DU RÈGLEMENT
(5 membres)

MM. Raymond Barre, Jean-Louis Borloo, Mme Christine Boutin, MM. Dominique Caillaud, Alain Ferry.

GROUPE DÉMOCRATIE LIBÉRALE ET INDÉPENDANTS
(42 membres)

Mme Nicole Ameline, M. François d'Aubert, Mme Sylvia Bassot, MM. Jacques Blanc, Roland Blum, Dominique Bussereau, Pierre Cardo, Antoine Carré, Pascal Clément, Georges Colombier, Bernard Deflesselles, Francis Delattre, Franck Dherain, Laurent Dominati, Dominique Dord, Charles Ehrmann, Nicolas Forissier, Gilbert Gantier, Claude Gatignol, Claude Goasguen, François Goulard, Pierre Hellier, Michel Herbillon, Philippe Houillon, Denis Jacquat, Aimé Kergueris, Marc Laffineur, Jean-Claude Lenoir, Pierre Lequiller, Alain Madelin, Jean-François Mattei, Michel Meylan, Alain Moyne-Bressand, Yves Nicolin, Bernard Perrut, Jean Proriot, Jean Rigaud, Jean Roatta, José Rossi, Joël Sarlot, Guy Teissier, Gérard Voisin.

APPARENTÉS AUX TERMES DE L'ARTICLE 19 DU RÈGLEMENT
(2 membres)

MM. Paul Patriarche, Jean-Pierre Soisson.

GROUPE COMMUNISTE
(33 membres)

MM. François Asensi, Gilbert Biessy, Claude Billard, Bernard Birsinger, Alain Bocquet, Patrick Braouezec, Jacques Brunhes, Patrice Carvalho, Alain Clary, Christian Cuvilliez, René Dutin, Daniel Feurtet, Mme Jacqueline Fraysse, MM. André Gerin, Pierre Goldberg, Maxime Gremetz, Georges Hage, Guy Hermier, Robert Hue, Mmes Muguette Jacquaint, Janine Jambu, MM. André Lajoinie, Jean-Claude Lefort, Patrick Leroy, Félix Leyzour, François Liberti, Patrick Malavieille, Roger Meï, Bernard Outin, Daniel Paul, Jean-Claude Sandrier, Michel Vaxès, Jean Vila.

APPARENTÉS AUX TERMES DE L'ARTICLE 19 DU RÈGLEMENT
(2 membres)

GROUPE RADICAL, CITOYEN ET VERT
(29 membres)

M. André Aschieri, Mmes Marie-Hélène Aubert, Huguette Bello, MM. Pierre Carassus, Gérard Charasse, Bernard Charles, Yves Cochet, Jean-Pierre Defontaine, Jacques Desallangre, Roger Franzoni, Claude Hoarau, Elie Hoarau, Robert Honde, Guy Lengagne, Noël Mamère, Jean-Michel Marchand, Alfred Marie-Jeanne, Jean-Pierre Michel, Jean-Paul Nunzi, Jean Pontier, Jacques Rebillard, Jean Rigal, Mme Chantal Robin-Rodrigo, MM. Georges Sarre, Gérard Saumade, Michel Suchod, Alain Tourret, Emile Vernaudeau, Aloyse Warhouver.

DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE
(5)

MM. Marc Dumoulin, Jean-Jacques Guillet, Charles Millon, André Thien-Ah-Koon, Philippe de Villiers.

MODIFICATION À LA COMPOSITION DES GROUPES

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 1^{er} octobre 2000)

GROUPE SOCIALISTE
(244 membres)

Supprimer le nom de M. Christian Paul.
Ajouter le nom de M. François Perrot.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

À la suite de la nomination des vice-présidents, questeurs et secrétaires, à laquelle l'Assemblée nationale a procédé dans sa séance du lundi 2 octobre 2000, son Bureau se trouve ainsi constitué :

Président : M. Raymond Forni.

Vice-présidents : Mme Christine Lazerges, MM. Yves Cochet, Patrick Ollier, Claude Gaillard, Mme Nicole Catala, M. Pierre Lequiller.

Questeurs : MM. Serge Janquin, Daniel Paul, Henri Cuq.

Secrétaires : M. René André, Mme Marie-Thérèse Boisseau, M. René Dosière, Mme Nicole Feidt, MM. Claude Gatignol, Germinal Peiro, Mmes Marie-Françoise Pérol-Dumont, Yvette Roudy, MM. Rudy Salles, Michel Suchod, Alain Tourret, Jean Ueberschlag.

SECRÉTAIRES D'ÂGE

Séance du lundi 2 octobre 2000

MM. Victor Brial.
Jean-Luc Warsmann.
Bruno Le Roux.
Bernard Cazeneuve.
Arnaud Montebourg.

COMPOSITION DES COMMISSIONS

COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES,
FAMILIALES ET SOCIALES

Bernard Accoyer, Sylvie Andrieux-Bacquet, André Aschieri, Gautier Audinot, Roselyne Bachelot-Narquin, Jean-Paul Bacquet, Jean-Pierre Baeumler, Pierre-Christophe Baguet, Jean Bardet, Jean-Claude Bateux, Jean-Claude Beauchaud, Huguette Bello, Yvette Benayoun-Nakache, Serge Blisko, Patrick Bloche, Marie-Thérèse Boisseau, Jean-Claude Boulard, Bruno Bourg-Broc, Danielle Bousquet, Christine Boutin, Jean-Paul Bré, Victor Brial, Yves Bur, Alain Calmat, Pierre Carassus, Pierre Cardo, Odette Casanova, Laurent Cathala, Jean-Charles Cavaillé, Bernard Charles, Michel Charzat, Jean-Marc Chavanne, Jean-François Chossy, Marie-Françoise Clergeau, Georges Colombier, René Couanau, Martine David, Bernard Davoine, Bernard Deflesselles, Lucien Degauchy, Marcel Dehoux, Jean Delobel, Jean-Jacques Denis, Dominique Dord,

Nicolas Dupont-Aignan, Yves Durand, Jean-Paul Durieux, René Dutin, Christian Estrosi, Michel Etiévant, Claude Evin, Jean Falala, Jean-Pierre Foucher, Michel Françaix, Jacqueline Fraysse, Germain Gengenwin, Catherine Génisson, Jean-Marie Geveaux, Jean-Pierre Giran, Michel Giraud, Gaëtan Gorce, François Goulard, Maxime Gremetz, Gérard Grignon, Odette Grzegorzulka, Jean-Claude Guibal, Paulette Guinchard-Kunstler, Francis Hammel, Pierre Hellier, Michel Herbillon, Guy Hermier, Françoise Imbert, Muguette Jacquaint, Denis Jacquat, Serge Janquin, Jacky Jaulneau, Armand Jung, Bertrand Kern, Christian Kert, Jacques Kossowski, Conchita Lacuey, Jacques Lafleur, Robert Lamy, Edouard Landrain, Pierre Lasbordes, Michel Lefait, Jean Le Garrec, Maurice Leroy, Patrick Leroy, Michel Liebgott, Gérard Lindeperg, Lionnel Luca, Patrick Malavieille, Alfred Marie-Jeanne, Patrice Martin-Lalande, Jacqueline Mathieu-Obadia, Didier Mathus, Jean-François Mattei, Pierre Menjucq, Hélène Mignon, Pierre Morange, Hervé Morin, Renaud Muselier, Philippe Nauche, Henri Nayrou, Alain Néri, Yves Nicolin, Bernard Outin, Dominique Paillé, Michel Pajon, Jean-Pierre Pernot, Bernard Perrut, Pierre Petit, Catherine Picard, Jean Pontier, Jean-Luc Prél, Alfred Recours, Gilles de Robien, Chantal Robin-Rodrigo, Marcel Rogemont, Yves Rome, Joseph Rossignol, Jean Rouger, Rudy Salles, André Schneider, Bernard Schreiner, Patrick Seve, Michel Tamaya, Pascal Terrasse, Gérard Terrier, Marisol Touraine, Anicet Turinay, Jean Ueberschlag, Jean Valleix, Alain Veyret, Philippe de Villiers, Philippe Vuilque, Marie-Jo Zimmermann.

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Michèle Alliot-Marie, Nicole Ameline, René André, Marie-Hélène Aubert, Martine Aurillac, Edouard Balladur, Raymond Barre, Dominique Baudis, Henri Bertholet, Jean-Louis Bianco, André Billardon, Roland Blum, André Borel, Bernard Bosson, Pierre Brana, Jean-Christophe Cambadélis, Gérard Charasse, Hervé de Charette, Monique Collange, Yves Dauge, Patrick Delnatte, Jean-Marie Demange, Xavier Deniau, Paul Dhaille, Laurence Dumont, Jean-Paul Dupré, Charles Ehrmann, Jean-Michel Ferrand, Raymond Forni, Georges Frêche, Michel Fromet, Jean-Yves Gateaud, Jean Gaubert, Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Godfrain, Pierre Goldberg, François Guillaume, Jean-Jacques Guillet, Georges Hage, Robert Hue, Bernadette Isaac-Sibille, Didier Julia, Alain Juppé, André Labarrère, Gilbert Le Bris, Jean-Claude Lefort, Guy Lengagne, François Léotard, Pierre Lequiller, Alain Le Vern, François Loncle, Bernard Madrelle, René Mangin, Jean-Paul Mariot, Gilbert Maurer, Jean-Claude Mignon, Louise Moreau, Jacques Myard, Françoise de Panafieu, Etienne Pinte, Jean-Bernard Raimond, Marc Reymann, François Rochebloine, Gilbert Roseau, Yvette Roudy, René Rouquet, Georges Sarre, Henri Sicre, Christiane Taubira-Delannon, Michel Terrot, Odette Trupin, Joseph Tyrode, Michel Vauzelle.

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE
ET DES FORCES ARMÉES

Jean-Marc Ayrault, Jacques Baumel, Jean-Louis Bernard, André Berthol, Jean-Yves Besselat, Bernard Birsinger, Jacques Blanc, Didier Boulaud, Loïc Bouvard, Jean-Pierre Braine, Philippe Briand, Jean Briane, Marcel Cabiddu, Antoine Carré, Bernard Cazeneuve, Guy-Michel Chauveau, Alain Clary, François Cornut-Gentille, Charles Cova, Michel Dasseux, Jean-Louis Debré, François Deluga, Claude Desbons, Philippe Douste-Blazy, Jean-Pierre Dupont, François Fillon, Christian Franqueville, Yves Fromion, Robert Gaïa, Yann Galut, René Galy-Dejean, Roland Garrigues, Henri de Gastines, Bernard Grasset, Elie Hoarau, François Hollande, Jean-Noël Kerdraon, François Lamy, Claude Lanfranca, André Lebrun, Jean-Yves Le Drian, Pierre Lellouche, Georges Lemoine, François Liberti, Martine Lignières-Cassou, Jean-Pierre Marché, Franck Marlin, Jean Marsaudon, Christian Martin, Guy Menut, Gilbert Meyer, Michel Meylan, Jean Michel, Charles Millon, Charles Miossec, Alain Moyné-Bressand, Arthur Paecht, Jean-Claude Perez, Robert Poujade, Paul Quilès, Michèle Rivasi, Michel Sainte-Marie, Jean-Claude Sandrier, Bernard Seux, Guy Teissier, André Vauchez, Emile Vernaudeau, Jean-Claude Viollet, Michel Voisin,

COMMISSION DES FINANCES,
DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

Maurice Adevah-Pœuf, Philippe Auberger, François d'Aubert, Dominique Baert, Jean-Pierre Balligand, Gérard Bapt, François Baroin, Alain Barrau, Jacques Barrot, Christian Bergelin, Eric Besson, Alain Bocquet, Augustin Bonrepaux, Jean-Michel Boucheron, Pierre Bourguignon, Michel Bouvard, Jean-Pierre Brard, Nicole Bricq, Christian Cabal, Jérôme Cahuzac, Thierry Carcenac, Gilles Carrez, Henry Chabert, Didier Chouat, Alain Claeys, Yves Cochet, Charles de Courson, Christian Cuvilliez, Arthur Dehaene, Jean-Pierre Delalande, Francis Delattre, Yves Deniaud, Michel Destot, Patrick Devedjian, Laurent Dominati, Tony Dreyfus, Jean-Louis Dumont, Henri Emmanuelli, Daniel Feurtet, Pierre Forgues, Gérard Fuchs, Gilbert Gantier, Jean de Gaille, Hervé Gaymard, Jacques Guyard, Pierre Hériaud, Edmond Hervé, Jacques Heuclin, Jean-Louis Idiart, Anne-Marie Idrac, Michel Inchauspé, Jean-Jacques Jégou, Jean-Pierre Kucheida, Marc Laffineur, Jean-Marie Le Guen, Maurice Ligot, François Loos, Alain Madelin, Béatrice Marre, Pierre Méhaignerie, Louis Mexandeau, Didier Migaud, Gilbert Mitterrand, Jean Rigal, Alain Rodet, José Rossi, Nicolas Sarkozy, Gérard Saumade, Philippe Séguin, Michel Suchod, Yves Tavernier, Georges Tron, Jean Vila.

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA
LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA
RÉPUBLIQUE

Pierre Albertini, Léo Andy, Léon Bertrand, Jean-Pierre Blazy, Emile Blessig, Jean-Louis Borloo, Patrick Braouezec, Jacques Brunhes, Michel Buillard, Dominique Bussereau, Christophe Caresche, Nicole Catala, Jean-Yves Caullet, Richard Cazenave, Olivier de Chazeaux, Pascal Clément, Jean Codognès, François Colcombet, François Cuillandre, Henri Cuq, Jacky Darne, Camille Darsières, Jean-Claude Decagny, Bernard Derosier, Franck Dhersin, Marc Dolez, Renaud Donnedieu de Vabres, René Dosière, Renaud Dutreil, Jean Espilondo, Nicole Feidt, Jacques Floch, Roger Franzoni, Pierre Frogier, André Gerin, Claude Goasguen, Gérard Gouzes, Louis Guédon, Cécile Helle, Philippe Houillon, Michel Hunault, Henry Jean-Baptiste, Jérôme Lambert, Christine Lazerges, Claudine Ledoux, Jean-Antoine Léonetti, Bruno Le Roux, Raymonde Le Texier, Jacques Limouzy, Noël Mamère, Thierry Mariani, Roger Meï, Louis Mermaz, Jean-Pierre Michel, Arnaud Montebourg, Ernest Moutoussamy, Véronique Neiertz, Robert Pandraud, Vincent Peillon, Dominique Perben, Henri Plagnol, Didier Quentin, Bernard Roman, Jean-Pierre Soisson, Frantz Taittinger, André Thien Ah Koon, Jean Tiberi, Alain Tourret, André Vallini, Alain Vidalies, Jean-Luc Warsmann, Kofi Yamgnane.

COMMISSION DE LA PRODUCTION ET DES ÉCHANGES

Jean-Pierre Abelin, Yvon Abiven, Jean-Claude Abrioux, Stéphane Alaize, Damien Alary, André Angot, François Asensi, Jean-Marie Aubron, Pierre Aubry, Jean Auclair, Jean-Pierre Balduyck, Jacques Bascou, Sylvia Bassot, Christian Bataille, Jean Besson, Gilbert Biessy, Claude Billard, Claude Birraux, Jean-Marie Bockel, Jean-Claude Bois, Daniel Boisserie, Maxime Bono, Franck Borotra, Christian Bourquin, François Brottes, Vincent Burroni, Alain Cacheux, Dominique Caillaud, André Capet, Patrice Carvalho, Jean-Paul Chanteguët, Jean-Paul Charrié, Jean Charroppin, Philippe Chaulet, Jean-Claude Chazal, Daniel Chevallier, Pierre Cohen, Alain Cousin, Yves Coussain, Jean-Michel Couve, Jean-Claude Daniel, Marc-Philippe Dabresse, Philippe Decaudin, Jean-Pierre Defontaine, Monique Denise, Léonce Deprez, Jacques Desallangre, Eric Doligé, François Dosé, Pierre Ducout, Jean-Pierre Dufau, Marc Dumoulin, Dominique Dupilet, Philippe Duron, Jean-Claude Etienne, Alain Fabre-Pujol, Albert Facon, Alain Ferry, Jean-Jacques Filleul, Jacques Fleury, Nicolas Forissier, Jean-Louis Fousseret, Roland Francisci, Claude Gaillard, Robert Galley, Claude Gatiagnol, André Godin, Alain Gouriou, Michel Grégoire, Hubert Grimault, Lucien Guichon, Gérard Hamel, Patrick Herr, Francis Hillmeyer, Claude Hoarau, Robert Honde, Christian Jacob, Claude Jacquot, Janine Jambu, Aimé Kergueris, André Lajoinie, Jean Launay, Jacqueline Lazard, Thierry Lazaro, Jean-Yves

Le Nay, Jean-Claude Lenoir, Arnaud Lepercq, René Leroux, Jean-Claude Leroy, Roger Lestas, Félix Leyzour, Guy Malandin, Jean-Michel Marchand, Daniel Marcovitch, Didier Marie, Alain Marleix, Daniel Marsin, Philippe Martin, Jacques Masdeu-Arus, Marius Masse, Roland Metzinger, Pierre Micaux, Yvon Montané, Gabriel Montcharmont, Jean-Marie Morisset, Bernard Nayral, Jean-Marc Nudant, Jean-Paul Nunzi, Patrick Ollier, Joseph Parrenin, Paul Patriarche, François Patriat, Daniel Paul, Germinal Peiro, Jacques Pélissard, Marie-Françoise Pérol-Dumont, Geneviève Perrin-Gaillard, Annette Peulvast-Bergeal, Serge Poignant, Bernard Pons, Jean Proriol, Jacques Rebillard, Jean-Luc Reitzer, Gérard Revol, Marie-Line Reynaud, Jean Rigaud, Patrick Rimbart, Jean Roatta, André Santini, Joël Sarlot, Odile Saugues, François Sauvadet, Jean-Claude Thomas, Léon Vachet, Daniel Vachez, François Vannson, Michel Vaxès, Michel Vergnier, Gérard Voisin, Roland Vuillaume.

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE VÉRIFIER
ET D'APURER LES COMPTES

Augustin Bonrepaux, Charles de Courson, Jacky Darne, Arthur Dehaine, Francis Delattre, Monique Denise, François Dosé, Jean-Louis Dumont, Daniel Feurtet, Jean-Pierre Foucher, Henri de Gastines, Jean-Louis Idiart, Didier Mathus, Robert Pandraud, Jean Rigal.

COMMISSION CHARGÉE DE L'APPLICATION
DE L'ARTICLE 26 DE LA CONSTITUTION

Titulaires – Marie-Hélène Aubert, Jean-Louis Borloo, Jean-Yves Caillet, Pascal Clément, Jean-Claude Decagny, Lucien Degauchy, Jean-Jacques Filleul, René Galy-Dejean, Jean-Claude Lefort, René Leroux, Jacques Limouzy, Jean Michel, Yvon Montané, Bernard Roman, Alain Veyret.

Suppléants – Jean-Pierre Defontaine, Pierre Albertini, Jean Codognes, Franck Dhersin, Henri Plagnol, Yves Fromion, René Mangin, Louis Guédon, Félix Leyzour, Jérôme Cahuzac, Didier Quentin, François Cuillandre, Patrick Rimbart, Laurence Dumont, Catherine Génisson.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE NATIONALE
DE L'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 6 septembre 2000, M. Bernard Accoyer.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'INSTITUT
DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 8 septembre 2000, M. Didier Boulaud.

**DÉSIGNATION DE CANDIDATS
À DES ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES**

M. le Premier ministre a demandé la désignation de membres de l'Assemblée nationale au sein de 15 organismes extraparlementaires.

En application de l'article 26, alinéa 2, du règlement, M. le président de l'Assemblée nationale a confié aux commissions désignées ci-après le soin de présenter les candidats :

CONSEIL NATIONAL DES FONDATIONS

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires

COMMISSION CONSULTATIVE
DES ARCHIVES AUDIOVISUELLES DE LA JUSTICE

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

COMITÉ DE SURVEILLANCE
DE LA CAISSE D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

(2 postes à pourvoir)

Présentation d'une candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Présentation d'une candidature par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SÉCURITÉ
DES ÉTABLISSEMENTS
SCOLAIRES ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

(3 postes à pourvoir, 1 titulaire et 2 suppléants)

Présentation des candidatures par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMITÉ DE SURVEILLANCE
DU FONDS DE SOLIDARITÉ VIEILLESSE

(2 postes à pourvoir)

Présentation d'une candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Présentation d'une candidature par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE PROGRAMME RADIO FRANCE

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DE PROGRAMME
RADIO FRANCE INTERNATIONALE

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ DE RADIODIFFUSION
ET DE TÉLÉVISION POUR L'OUTRE-MER

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE FRANCE 2

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE FRANCE 3

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE LA CINQUIÈME

(1 poste à pourvoir)

Présentation de la candidature par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Pour chacun de ces organismes, le délai de dépôt des candidatures est fixé au mardi 10 octobre 2000, à 17 heures.

CONSEIL NATIONAL DE LA MONTAGNE

(4 postes à pourvoir)

Présentation d'une candidature par la commission des

Communications du 11 juillet 2000

- N° E 1464 (annexe XVIII). – Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2001. – Section III. – Commission. – Bilan d'évaluation 1999. – Principaux résultats de l'évaluation des programmes de dépenses.
- N° E 1493. – Proposition de décision du Conseil autorisant l'Allemagne à appliquer un taux différencié de droits d'accise sur certaines huiles utilisées à des fins spécifiques, conformément à la procédure prévue par l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE (COM [2000] 397 final).
- N° E 1494. – Proposition de directive du Conseil concernant l'accord européen relatif à l'aménagement du temps de travail du personnel mobile dans l'aviation civile, conclu par l'Association des compagnies européennes de navigation aérienne (AEA), la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF), l'Association européenne des personnels navigants techniques (ECA), l'Association européenne des compagnies d'aviation des régions d'Europe (ERA) et l'Association internationale des charters aériens (AICA) (COM [2000] 382 final).

Communication du 12 juillet 2000

- N° E 1495. – Proposition de règlement (CE) du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 384/96 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne (COM [2000] 363 final).

Communications du 18 juillet 2000

- N° E 1496. – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le Gouvernement de la République de Guinée concernant la pêche au large de la côte guinéenne, pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2001 (COM [2000] 307 final).
- N° E 1497. – Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions. – Agenda pour la politique sociale (COM [2000] 379 final).

Communication du 21 juillet 2000

- N° E 1498. – Proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de projets visant à promouvoir la coopération et les relations commerciales entre l'Union européenne et les pays industrialisés d'Amérique du Nord, d'Extrême-Orient et d'Australasie (COM [2000] 381 final).

Communications du 24 juillet 2000

- N° E 1499. – Proposition de règlement du Conseil concernant l'importation dans la Communauté des diamants bruts de Sierra Leone.
- N° E 1500. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de fournitures, de services et de travaux (COM [2000] 275 final).
- N° E 1501. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports (COM [2000] 276 final).
- N° E 1502. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 76/207/CEE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle, et les conditions de travail (COM [2000] 334 final).
- N° E 1503. – Proposition de décision du Conseil relative au programme concernant la stratégie communautaire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2005). Vers une stratégie-cadre communautaire en

matière d'égalité entre les femmes et les hommes (2001-2005) : communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions (COM [2000] 335 final).

- N° E 1504. – Proposition de règlement du Conseil concernant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne (COM [2000] 351 final).
- N° E 1505. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'assurance directe sur la vie (refonte) (COM [2000] 398 final).
- N° E 1506. – Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits de la pêche (crevettes) (COM [2000] 404 final).

Communication du 26 juillet 2000

- N° E 1507. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès du public à l'information environnementale (COM [2000] 402 final).

Communication du 31 juillet 2000

- N° E 1508. – Proposition de règlement du Conseil établissant, conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 7, du règlement (CEE) n° 3030/93, la liste des produits textiles et des vêtements à incorporer, le 1^{er} janvier 2002, à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et modifiant l'annexe X du règlement (CEE) n° 3030/93 et l'annexe II du règlement (CE) n° 3285/94 (COM [2000] 441 final).

Communications du 1^{er} août 2000

- N° E 1509. – Initiative des gouvernements de la République portugaise, de la République française, du Royaume de Suède et du Royaume de Belgique visant à faire adopter par le Conseil une décision instituant EUROJUST afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité organisée : communication des gouvernements de la République portugaise, de la République française, du Royaume de Suède et du Royaume de Belgique (10355/2000 EUROJUST 6).
- N° E 1510. – Initiative de la République française en vue de l'adoption d'une décision-cadre sur l'identification, le dépistage, le gel ou la saisie et la confiscation des instruments et des produits du crime : communication de la République française (9903/2000 DROIPEN 24).
- N° E 1511. – Proposition de directive du Conseil relative à des normes minimales pour l'octroi d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées et à des mesures tendant à assurer un équilibre entre les efforts consentis par les Etats membres pour accueillir ces personnes et supporter les conséquences de cet accueil (COM [2000] 303 final).
- N° E 1512. – Initiative de la France en vue de l'adoption d'une convention relative à l'amélioration de l'entraide judiciaire en matière pénale (COPEN 47 COMIX 515/2000).
- N° E 1513. – Initiative de la République française en vue de l'adoption d'une décision-cadre visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers (DROIPEN 23 MIGR 50/2000).
- N° E 1514. – Initiative de la République française en vue de l'adoption d'une directive du Conseil relative à l'harmonisation des sanctions pécuniaires imposées aux transporteurs acheminant sur le territoire des Etats membres des ressortissants des pays tiers démunis des documents nécessaires pour y être admis (FRONT 37 COMIX 537/2000).
- N° E 1515. – Initiative de la République française en vue de l'adoption du règlement du Conseil relatif à l'exécution mutuelle des décisions concernant le droit de visite des enfants (JUSTCIV 75/2000).

Communications du 2 août 2000

- N° E 1516. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE), relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en ce

qui concerne l'année de base pour l'attribution des quotas d'hydrochlorofluorocarbures (COM [2000] 426 final).

N° E 1517. - Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone en ce qui concerne les inhalateurs doseurs et les pompes médicales d'administration de médicaments (COM [2000] 427 final).

Communications du 7 août 2000

N° E 1518. - Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2200/96 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes, le règlement (CE) n° 2001/96 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes et le règlement (CE) n° 2202/96 instituant un régime d'aide aux producteurs de certains agrumes (COM [2000] 433 final).

N° E 1519. - Proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe II du règlement (CEE) n° 2377/90 du Conseil établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus des médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale (COM [2000] 435 final).

Communications du 8 août 2000

N° E 1520. - Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 97/67/CE en ce qui concerne la poursuite de l'ouverture à la concurrence des services postaux de la Communauté (COM [2000] 319 final).

N° E 1521. - Proposition de décision du Conseil concernant l'approbation par les Communautés européennes de la convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international (convention de Montréal) (COM [2000] 446 final).

Communications du 10 août 2000

N° E 1464 (annexe XIX). - Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2001. - Volume 2, section I. - Parlement (COM [2000] 300 FR).

N° E 1522. - 6^e directive TVA : demande de dérogation présentée par le Gouvernement français (procédure de l'article 27). - Or d'investissement (COM [2000] 450 final).

Communications du 17 août 2000

N° E 1523. - Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et l'information à publier sur ces valeurs (version codifiée) (COM [2000] 126 final).

N° E 1524. - Proposition de décision du Parlement et du Conseil concernant un ensemble d'actions relatives au réseau transeuropéen de collecte, de production et de diffusion des statistiques sur les échanges de biens intra et extracommunautaires (Edicom) (COM [2000] 458 final).

Communication du 18 août 2000

N° E 1464 (annexe XX). - Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2001. - Volume 9. - Section VIII. - Médiateur européen (COM [2000] 300 FR).

Communications du 22 août 2000

N° E 1525. - Initiative de la République française en vue de l'adoption de la directive du Conseil relative à la reconnaissance mutuelle des décisions d'éloignement des ressortissants de pays tiers (MIGR 54/00).

N° E 1526. - Projet de décision relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (SCHENGEN 11/00).

N° E 1527. - Proposition de décision du Conseil portant adoption d'un programme communautaire pluriannuel visant à encourager le développement et l'utilisation de

contenus numériques européens sur les réseaux mondiaux ainsi qu'à promouvoir la diversité linguistique dans la société de l'information (COM [2000] 323 final).

N° E 1528. - Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures d'incitation communautaire dans le domaine de l'emploi (COM [2000] 459 final).

Communication du 25 août 2000

N° E 1529. - Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relative à l'hygiène des denrées alimentaires. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les modalités d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil fixant les règles de police sanitaire régissant la production, la mise sur le marché et l'importation des produits d'origine animale destinés à la consommation humaine. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil abrogeant certaines directives relatives à l'hygiène des denrées alimentaires et aux règles sanitaires régissant la production et la mise sur le marché de certains produits d'origine animale destinés à la consommation humaine, et modifiant les directives 89/662/CEE et 91/67/CEE (COM [2000] 438 final).

Communications du 30 août 2000

N° E 1530. - Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la République tchèque (COM [2000] 473 final).

N° E 1531. - Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3030/93 relatif au régime commun applicable aux importations de certains produits textiles originaires des pays tiers (COM [2000] 476 final).

N° E 1532. - Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 2000/24/CE afin de mettre en place un programme d'action spécial de la BEI pour la consolidation et le resserrement de l'union douanière CE-Turquie (COM [2000] 479 final).

N° E 1533. - Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la République slovaque (COM [2000] 480 final).

N° E 1534. - Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la Lettonie (COM [2000] 481 final).

N° E 1535. - Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la Roumanie (COM [2000] 482 final).

N° E 1536. - Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la République de Bulgarie (COM [2000] 483 final).

N° E 1537. - Initiative de la République française en vue de l'adoption de la directive du Conseil visant à définir l'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers : actes législatifs et autres instruments (DROIPEN 31 MIGR 59 COMIX).

Communication du 1^{er} septembre 2000

- N° E 1538. – Proposition de décision du Parlement et du Conseil prorogeant certains programmes d'action communautaires dans le domaine de la santé publique adoptés par les décisions n° 645/1996/CE, n° 646/1996/CE, n° 647/1996/CE, n° 102/1997/CE, n° 1400/1997/CE et n° 1296/1999/CE et modifiant ces décisions (COM [2000] 448 final).

Communications du 6 septembre 2000

- N° E 1539. – Proposition de règlement du Conseil sur le brevet communautaire (COM [2000] 412 final).
- N° E 1464 (annexe XXI). – Avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 2001. – Section III. – Commission. – Document de travail. – Crédits d'engagement restant à liquider (RAL). – Application de l'AIH bases légales.
- N° E 1540. – Livre vert. – Problèmes environnementaux du PVC (COM [2000] 469 final).
- N° E 1541. – Lettre de la Commission européenne du 25 août 2000 relative à une demande de dérogation présentée par le gouvernement italien conformément à l'article 8, paragraphe 4 de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales (émulsions stabilisées de gazole ou de fioul lourd) : lettre de la Commission aux Etats membres (SG [2000] D/106377).

Communication du 7 septembre 2000

- N° E 1542. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (COM [2000] 347 final).

Communications du 15 septembre 2000

- N° E 1543. – Demande d'autorisation d'application d'une dérogation communautaire au titre de l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE du 19 octobre 1992.
- N° E 1544. – Lettre rectificative n° 1 à l'avant-projet de budget 2001. Section III. – Commission (SEC [2000]).

Communication du 19 septembre 2000

- N° E 1545. – Proposition de règlement du Conseil relatif à la protection de l'euro contre le faux monnayage (COM [2000] 492 final).

Communications du 21 septembre 2000

- N° E 1546. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil relatif au financement de la politique agricole commune ainsi que divers autres règlements concernant la politique agricole commune (COM [2000] 494 final).
- N° E 1547. – Initiative de la République française en vue de l'adoption de la décision-cadre du Conseil visant à renforcer le cadre pénal pour la répression de l'aide à l'entrée et au séjour irréguliers (DROIPEN 32 MIGR 60 COMIX).

Communications du 22 septembre 2000

- N° E 1548. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux installations associées, ainsi qu'à leur interconnexion (COM [2000] 384 final).
- N° E 1549. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (COM [2000] 385 final).
- N° E 1550. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (COM [2000] 386 final).

- N° E 1551. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (COM [2000] 392 final).

- N° E 1552. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et les services de communications électroniques (COM [2000] 393 final).

- N° E 1553. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale (COM [2000] 394 final).

- N° E 1554. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire pour la politique en matière de spectre radioélectrique dans la Communauté européenne (COM [2000] 407 final).

Communications du 25 septembre 2000

- N° E 1555. – Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits de la pêche (COM [2000] 503 final).

- N° E 1556. – Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la Slovénie (COM [2000] 528 final).

NOTIFICATION D'ADOPTIONS DÉFINITIVES

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre qu'ont été adoptés définitivement par les instances communautaires les textes suivants :

Communications du 4 août 2000

- N° E 911 (COM [1997] 275 final). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement 3330/91 du Conseil relatif aux statistiques des échanges de biens entre Etats membres, en ce qui concerne la nomenclature des produits (Intrastat) (adopté le 10 juillet 2000).

- N° E 945 (COM [1997] 510 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs et modifiant les directives 73/239/CEE et 92/49/CEE (quatrième directive assurance automobile) (adopté le 16 mai 2000).

- N° E 1152 (COM [1998] 472 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants et de particules polluantes provenant des moteurs destinés à la propulsion des tracteurs agricoles ou forestiers et modifiant la directive 74/150/CEE du Conseil (adopté le 22 mai 2000).

- N° E 1197 (COM [1998] 690 final). – Proposition de décision du Conseil relative à l'acceptation, par la Communauté européenne de l'amendement au texte de l'accord de la commission générale des pêches pour la Méditerranée portant établissement d'un budget autonome pour ladite organisation (adopté le 17 juillet 2000).

- N° E 1210 (COM [1998] 586 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur (adopté le 8 juin 2000).

- N° E 1329 (COM [1999] 516 final). – Proposition de décision du Conseil portant attribution d'une aide macrofinancière supplémentaire à la Moldavie (adopté le 10 juillet 2000).

- N° E 1381 (COM [1999] 608 final). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers (adopté le 20 juillet 2000).

- N° E 1420 (COM [2000] 76 final). – Proposition de directive du Conseil modifiant les directives 69/169/CEE et 92/12/CEE en ce qui concerne des restrictions

quantitatives temporaires sur les importations de bière en Finlande. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 918/83 du Conseil en ce qui concerne une dérogation temporaire pour les importations en Finlande de bière en franchise de droits (adopté le 20 juillet 2000).

N° E 1432 (COM [2000] 77. Volumes I, II et III). – Proposition de la Commission relative aux prix des produits agricoles (2000-2001). Volume I. – Exposé des motifs. Volume II. – Répercussions financières. Volume III. – Actes juridiques. Proposition de règlement (CEE) n° 1766/92 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales. Proposition de règlement (CE) modifiant le règlement (CE) 3072/95 portant organisation commune du marché du riz. Proposition de règlement fixant, pour la campagne de commercialisation 2000-2001, certains prix dans le secteur du sucre et la qualité type des betteraves. Proposition de règlement fixant, pour la campagne de commercialisation 2000-2001, les prix d'intervention dérivés du sucre blanc, le prix d'intervention du sucre brut, les prix minimaux de la betterave A et de la Betterave B, ainsi que le montant du remboursement pour la péréquation des frais de stockage. Proposition de règlement (CEE) n° 845/72 prévoyant des mesures spéciales en vue de favoriser l'élevage des vers à soie. Proposition de règlement modifiant le règlement (CE) n° 2467/98 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine. Proposition de règlement (CEE) n° 2759/75 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc (adopté les 19 juin 2000 et 17 juillet 2000).

N° E 1438 (COM [2000] 102 final). – Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole (du 10 avril 1997, pour tenir compte de l'adhésion A/F/S) à l'accord de partenariat et de coopération (du 14 juin 1994) entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part (adopté le 10 juillet 2000).

N° 1445 (COM [2000] 116 final). – Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole (du 15 mai 1997, pour tenir compte de l'adhésion A/F/S) à l'accord de partenariat et de coopération (du 28 novembre 1994) entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova (Moldavie), d'autre part (adopté le 10 juillet 2000).

N° 1456 (COM [2000] 118 final). – Proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole (du 21 mai 1997) à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part (adopté le 10 juillet 2000).

N° 1468 (COM [2000] 317 final). – Proposition de décision du Conseil relative à la contribution communautaire au Fonds international pour le « Déblaiement du chenal du Danube » (adopté le 17 juillet 2000).

N° 1477 (COM [2000] 415 final). – Proposition de décision du Conseil autorisant l'Italie à appliquer un taux différencié de droits d'accise à certaines huiles minérales utilisées à des fins spécifiques, conformément à la procédure prévue par l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE (gazole utilisé par les transporteurs routiers) (adopté le 17 juillet 2000).

Communications du 28 août 2000

N° E 1067 (COM [1998] 126 final). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (délais de paiement) (décision du Conseil du 29 juin 2000).

N° E 1200 (COM [1998] 720 final). – Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant l'instrument financier pour l'environnement (Life) (décision du Conseil du 17 juillet 2000).

N° E 1233 (COM [1999] 124 final). – Proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud (décision du Conseil du 29 juin 2000).

N° E 1355 (COM [1999] 576 final). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1251/99 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, pour y inclure le lin et le chanvre destinés à la production de fibres. Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres (décision du Conseil du 27 juillet 2000).

N° E 1475 (COM [2000] 369 final). – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la Norvège au sujet de l'extension du réseau commun de communication/interface commune des systèmes dans le cadre de la convention relative à un régime de transit commun (décision du Conseil du 31 juillet 2000).

N° E 1476 (COM [2000] 370 final). – Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la Hongrie (décision du Conseil du 31 juillet 2000).

N° E 1484 (COM [2000] 361 final). – Proposition de règlement du Conseil remplaçant l'annexe du règlement (CE) n° 2793/99 relatif à certaines procédures de mise en œuvre de l'accord de commerce, de développement et de coopération conclu entre la Communauté européenne et la République d'Afrique du Sud (décision du Conseil du 7 août 2000).

N° E 1499 (COM [2000]). – Proposition de règlement du Conseil concernant l'importation dans la Communauté des diamants bruts de Sierra Leone (décision du Conseil du 3 août 2000).

Communications du 28 août 2000

N° E 1067. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales [délais de paiement] (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [1998] 126 final).

N° E 1200. – Proposition de règlement (CE) du Conseil concernant l'instrument financier pour l'environnement (Life) (décision du Conseil du 17 juillet 2000) (COM [1998] 720 final).

N° E 1233. – Proposition de règlement (CE) du Conseil relatif à la coopération au développement avec l'Afrique du Sud (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [1999] 124 final).

N° E 1355. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1251/1999 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, pour y inclure le lin et le chanvre destinés à la production de fibres. Proposition de règlement du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur du lin et du chanvre destinés à la production de fibres (décision du Conseil du 27 juillet 2000) (COM [1999] 576 final).

N° E 1475. – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et la Norvège au sujet de l'extension du réseau commun de communications/interface commune des systèmes dans le cadre de la convention relative à un régime de transit commun (décision du Conseil du 31 juillet 2000) (COM [2000] 369 final).

N° E 1476. – Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines

concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec la Hongrie (décision du Conseil du 31 juillet 2000) (COM [2000] 370 final).

- N° E 1484. – Proposition de règlement du Conseil remplaçant l'annexe du règlement (CE) n° 2793/99 relatif à certaines procédures de mise en œuvre de l'accord de commerce, de développement et de coopération conclu entre la Communauté européenne et la République d'Afrique du Sud (décision du Conseil du 7 août 2000) (COM [2000] 361 final).
- N° E 1499. – Proposition de règlement du Conseil concernant l'importation dans la Communauté des diamants bruts de Sierra Léone (décision du Conseil du 3 août 2000) (COM [2000]).
- Communications du 22 septembre 2000
- N° E 1100. – Proposition de règlement (CE) du Conseil instituant un régime communautaire de contrôle des exportations de biens et technologies à double usage (décision du Conseil du 22 juin 2000) (COM [1998] 257 final).
- N° E 1279. – Proposition de décision du Conseil relative à la position de la Communauté au sein du Conseil international des céréales. Proposition de décision du Conseil concernant la signature et la déclaration d'application à titre provisoire de la convention relative à l'aide alimentaire de 1999 au nom de la Communauté européenne. Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de la convention relative à l'aide alimentaire de 1999 au nom de la Communauté européenne (décision du Conseil du 13 juin 2000) (COM [1999] 308 final).
- N° E 1354. – Proposition de règlement du Conseil fixant certaines mesures de contrôle concernant les navires battant pavillon de parties non-contractantes à l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (NAFO) (décision du Conseil du 28 juin 2000) (COM [1999] 570 final).
- N° E 1383. – Lettre de la Commission européenne du 11 novembre 1999 relative à une demande de dérogation présentée par l'Irlande en application de l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA (décision du Conseil du 29 juin 2000 car ce texte est lié au n° E 1419) (COM [1999]).
- N° E 1384. – Lettre de la Commission européenne du 11 novembre 1999 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume-Uni en application de l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA (décision du Conseil du 29 juin 2000 car ce texte est lié au E 1419) (COM [1999]).
- N° E 1385. – Lettre de la Commission européenne du 11 novembre 1999 relative à une demande de dérogation présentée par les Pays-Bas en application de l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA (décision du Conseil du 29 juin 2000 car ce texte est lié au E 1419) (COM [1999]).
- N° E 1386. – Lettre de la Commission européenne du 11 novembre 1999 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume-Uni en application de l'article 27, paragraphe 2, de la sixième directive du Conseil du 17 mai 1977 en matière de TVA (décision du Conseil du 29 juin 2000), car ce texte est lié au n° E 1419 (COM [1999]).
- N° E 1394. – Proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [1999] 566 final).
- N° E 1419. – Proposition de décision du Conseil modifiant les décisions 97/735/CE, 97/510/CE, 98/20/CE, 98/23/CE et 98/161/CE – 6^e directive TVA : demande de dérogation présentée par l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (procédure de l'article 27) – prorogation de diverses décisions (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [1999] 85 final).
- N° E 1428. – Lettre de la Commission européenne du 3 mars 2000 relative à une demande présentée par le gouvernement allemand conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil, afin de réduire les droits d'accises sur les huiles minérales utilisées comme carburant pour les transports publics urbains : lettre de la Commission aux États membres (décision du Conseil du 29 juin 2000) (SG [2000] D/102056).
- N° E 1431. – Lettre de la Commission européenne du 9 mars 2000 relative à une demande de dérogation présentée par le gouvernement britannique conformément à l'article 8, paragraphe 4, de la directive 92/81/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur les huiles minérales (émulsions eau/diesel) : lettre de la Commission aux États membres (décision du Conseil du 29 juin 2000) (SG [2000] D/102200).
- N° E 1433. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels [produits chimiques, papier condensateur] (décision du Conseil du 8 juin 2000) (COM [2000] 201 final).
- N° E 1434. – Proposition de règlement du Conseil modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun [préservatifs en polyuréthane] (décision du Conseil du 8 juin 2000) (COM [2000] 136 final).
- N° E 1435. – Proposition de règlement du Conseil établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles transformés et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues dans l'accord européen avec l'Estonie (décision du Conseil du 19 juin 2000) (COM [2000] 164 final).
- N° E 1442. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/96 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits industriels et agricoles (décision du Conseil du 19 juin 2000) (COM [2000] 238 final).
- N° E 1444. – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté européenne et le gouvernement de l'Île Maurice concernant la pêche dans les eaux de l'Île Maurice, pour la période du 3 décembre 1999 au 2 décembre 2002 (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [2000] 220 final).
- N° E 1450. – Proposition de décision du Conseil conformément à l'article 122, paragraphe 2, du traité pour l'adoption par la Grèce de la monnaie unique au 1^{er} janvier 2001 (décision du Conseil du 19 juin 2000) (COM [2000] 274 final).
- N° E 1452. – Projet de budget d'Europol pour 2001 (décision du Conseil du 19 juin 2000) (SEC [2000]).
- N° E 1455. – Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 92/12/CEE du Conseil du 25 février 1992 en ce qui concerne les restrictions quantitatives temporaires sur les produits soumis à accise introduits en Suède en provenance d'autres États membres (décision du Conseil du 30 juin 2000) (COM [2000] 295 final).
- N° E 1467. – Proposition de décision du Conseil concernant la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord sous forme d'échange de lettre [paraphé le 31 mars 2000] modifiant l'accord entre la Communauté européenne et la République socialiste du Vietnam [Viêt Nam] relatif au commerce de produits textiles et d'habillement, et autorisant son application provisoire [modifiant et prorogation jusqu'au 31 décembre 2002-2003] (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [2000] 309 final).

N° E 1470. – Proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion d'un accord international sous forme de procès-verbal agréé entre la Communauté européenne et le gouvernement de la République de Corée sur le marché mondial de la construction navale (décision du Conseil du 19 juin 2000) (COM [2000] 326 final).

N° E 1471. – Proposition de règlement du Conseil mettant en œuvre pour la Communauté les dispositions tarifaires de la décision n° 2/2000 arrêtée par le conseil conjoint dans le cadre de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement conclu entre la Communauté européenne et les Etats-Unis du Mexique (décision du Conseil du 29 juin 2000) (COM [2000] 332 final).

DÉCISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Le Conseil constitutionnel a publié :

– au *Journal officiel* du 5 juillet 2000, sa décision sur la loi organique tendant à favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats de membre des assemblées de province et du congrès de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée de la Polynésie française et de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna ;

– au *Journal officiel* des 10 et 11 juillet 2000, sa décision sur la loi relative à l'élection des sénateurs ;

– au *Journal officiel* du 14 juillet 2000, sa décision sur la loi de finances rectificative pour 2000 ;

– au *Journal officiel* du 27 juillet 2000, sa décision sur la loi relative à la chasse ;

– et au *Journal officiel* du 2 août 2000, sa décision sur la loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

ABONNEMENTS
(TARIFS AU 1^{er} JANVIER 2000)

ÉDITIONS		FRANCE		PARTICIPATION forfaitaire aux frais d'expédition *		ÉTRANGER	
Codes	Titres	Euros	Francs	Euros	Francs	Euros	Francs
DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :							
03	Compte rendu..... 1 an	19,21	126	35,06	230	113,57	745
33	Questions..... 1 an	19,06	125	23,17	152	66,93	439
83	Table compte rendu.....	9,30	61	3,05	20	19,21	126
93	Table questions.....	9,15	60	2,44	16	16,62	109
DÉBATS DU SÉNAT :							
05	Compte rendu..... 1 an	17,68	116	26,22	172	92,84	609
35	Questions..... 1 an	17,53	115	16,31	107	57,93	380
85	Table compte rendu.....	9,30	61	2,29	15	13,87	91
95	Table questions.....	5,95	39	2,29	15	10,52	69
DOCUMENTS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE :							
07	Série ordinaire..... 1 an	192,70	1 264	121,65	798	480,98	3 155
27	Série budgétaire..... 1 an	45,43	298	3,35	22	53,81	353
DOCUMENTS DU SÉNAT :							
09	Un an.....	184,92	1 213	97,72	641	425,03	2 788

Les **DÉBATS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE** font l'objet de deux éditions distinctes :

- 03 : compte rendu intégral des séances ;
- 33 : questions écrites et réponses des ministres.

Les **DÉBATS du SÉNAT** font l'objet de deux éditions distinctes :

- 05 : compte rendu intégral des séances ;
- 35 : questions écrites et réponses des ministres.

Les **DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE** font l'objet de deux éditions distinctes :

- 07 : projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions ;
- 27 : projets de loi de finances.

Les **DOCUMENTS DU SÉNAT** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

En cas de changement d'adresse, joindre une bande d'envoi à votre demande

Tout paiement à la commande facilitera son exécution

Pour expédition par voie aérienne (outre-mer et l'étranger), paiement d'un supplément modulé selon la zone de destination

(*) Décret n° 98-1114 du 10 décembre 1998

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
STANDARD : 01-40-58-75-00 — RENSEIGNEMENTS : 01-40-58-79-79 — TÉLÉCOPIE : 01-45-79-17-84

Prix du numéro : 0,64 € - 4,20 F